BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO
MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA FASO 2014

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS
ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA FASO 2014

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX....3
LISTE DES GRAPHIQUES....3
SIGLES ET ABREVIATIONS....4
AVANT-PROPOS....5
AVERTISSEMENT....6
RESUME....7
INTRODUCTION....8
1. Environnement international....8
2. Evolution économique dans l'UEMOA....9
3. Evolution économique au Burkina Faso....9
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES....12
1.1- Balance commerciale....14
1.1.1- Exportations de biens....15
1.1.2- Importations de biens....17
1.2- Balance des services....17
1.2.1- Exportations de services....18
1.2.2- Importations de services....18
1.3- Compte du revenu primaire....18
1.4- Compte du revenu secondaire....19
II- COMPTE DE CAPITAL....20
2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits....20
2.2- Transferts en capital....21
III- COMPTE FINANCIER....21
3.1- Investissements directs étrangers....21
3.2- Investissements de portefeuille....22
3.3- Dérivés financiers....22
3.4- Autres investissements....22
IV- CAPITAUX MONETAIRES....23
4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale....23
4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts....23
4.3- Avoirs et engagements des institutions de dépôts....24
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE....24
5.1- Evolution de la position extérieure globale nette....24
5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette....24
5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette....25
CONCLUSION....26
ANNEXES....27

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations.....14
Tableau 2 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens.....15
Tableau 3 : Evolution des composantes du revenu secondaire de 2010 à 2014.....20
Tableau 4 : Evolution du compte de capital de 2010 à 2014.....20
Tableau 5 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale.....23
Tableau 6 : Evolution des avoirs et engagements des AID 24

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution des taux de change moyens annuels.....8
Graphique 2 : Evolution du taux de croissance et de l'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA de 2010 à 2014 10
Graphique 3 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2010 à 2014.....11
Graphique 4 : Evolution de la structure du compte des transactions courantes de 2010 à 2014.....12
Graphique 5 : Evolution du compte des transactions courantes de 2010 à 2014.....13
Graphique 6 : Evolution du compte des biens et services de 2010 à 2014.....13
Graphique 7 : Evolution de la balance des biens et services de 2010 à 2014.....14
Graphique 8 : Evolution des parts des principaux produits d'exportation de 2010 à 2014.....16
Graphique 9 : Evolution des composantes du compte de services de 2010 à 2014.....18
Graphique 10 : Evolution des composantes du revenu primaire de 2010 à 2014.....19
Graphique 11 : Evolution du compte financier de 2010 à 2014.....21

SIGLES ET ABREVIATIONS

AID : Autres Institutions de Dépôts
BCE : Banque Centrale Européenne
BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIDC : Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BRVM : Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP : Bâtiments et Travaux Publics
CAF : Coût Assurance Fret
CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFA : Communauté Financière Africaine
DGC : Direction Générale du Commerce
DGCOOP : Direction Générale de la Coopération
DGEP : Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGTCP : Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS : Droits de Tirage Spéciaux
FAGACE : Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
FED : Fonds Européen de Développement
FMI : Fonds Monétaire International
FOB : Free On Board
IHPC : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD : Institut National de la Statistique et de la Démographie
ISBLM : Institutions Sans But Lucratif au service des Ménages
MBP5 : Manuel de la Balance des Paiements, 5ème édition
MBP6 : Manuel de la Balance des Paiements, 6ème édition
MSFM : Manuel des Statistiques Financières et Monétaires
ONG : Organisation Non Gouvernementale
PEG : Position Extérieure Globale
PIB : Produit Intérieur Brut
PNG : Position Nette du Gouvernement
SCADD : Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SCN : Système de Comptabilité Nationale
UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA : Union Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

Le présent document analyse l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Burkina Faso au titre de l'année 2014. Conformément aux dispositions du Traité de l'UMOA et du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, la BCEAO est chargée de l'établissement des comptes extérieurs des Etats membres de l'Union.

Les comptes extérieurs ou internationaux d'une économie traduisent l'incidence financière des relations économiques entre les résidents de cette économie et les non-résidents. Ils sont harmonisés avec les comptes du Système de Comptabilité Nationale. Les comptes extérieurs comprennent : la balance des paiements, la Position Extérieure Globale et le compte des autres changements des actifs et passifs financiers. La balance des paiements est un état statistique qui résume les transactions entre résidents et non-résidents durant une période donnée. La PEG donne, à un moment déterminé, la valeur des actifs financiers et des passifs des résidents d'une économie à l'égard des non-résidents. Le compte des autres changements des actifs et passifs financiers retrace les autres flux, tels que les réévaluations, et rapproche la balance des paiements et la PEG en mettant en évidence les changements dus aux événements économiques autres que les transactions.

La balance des paiements comprend le compte des transactions courantes ou compte courant, le compte de capital et le compte financier. Le compte courant enregistre les échanges de biens, de services, le revenu primaire et le revenu secondaire. Le compte de capital retrace les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits et les transferts en capital. Le compte financier recense les variations des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets des passifs. Contrairement au compte des transactions courantes et au compte de capital qui font apparaître les écritures en débit et crédit, le compte financier reflète les opérations sur actifs et passifs financiers sur une base nette : en effet, les débits enregistrés sur une catégorie donnée d'actifs ou de passifs sont compensés par les crédits sur les mêmes actifs ou passifs. Le solde du compte financier est égal à la différence entre les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs. Ainsi, un solde négatif du compte financier traduit des entrées nettes de capitaux alors qu'un solde positif reflète des sorties nettes de capitaux. Le solde du compte financier est désigné par « capacité (excédent) ou besoin (déficit) de financement » vis-à-vis du reste du monde. Il correspond, en théorie, à la somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital.

Depuis 2011, les comptes extérieurs du Burkina Faso sont élaborés conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du Fonds Monétaire International. Le MBP6, édicté en 2009, prend en compte les développements liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux. Il assure également une meilleure cohérence avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements (MBP5).

Dans ce document, la balance des paiements est présentée suivant deux (2) optiques : l'optique BCEAO et celle FMI. A la différence de la présentation FMI qui intègre les opérations financières de tous les secteurs institutionnels dans le compte financier, l'optique BCEAO exclut de ce compte les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (banques). Ces opérations du secteur monétaire, retracées dans le poste des avoirs et engagements extérieurs nets, constituent le solde de la balance des paiements.

=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=

AVERTISSEMENT

La monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire. Le séparateur de milliers est matérialisé par un point « . ».

/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/

RESUME

L'année 2014 a été marquée par une croissance mondiale stable de 3,4% comme en 2013, induite par l'effet conjugué de l'accélération de la croissance dans les pays avancés et du tassement de la production dans les pays émergents et les pays en développement. Le volume du commerce international de biens et services a crû de 3,4% en 2014, après une hausse de 3,5% un an plus tôt.

Dans la zone UEMOA, le PIB a enregistré une progression de 6,5% en 2014, après une croissance de 5,9% un an plus tôt. La croissance en 2014 est imputable au raffermissement de la production industrielle, consécutif au démarrage des activités de nouvelles unités et à la montée en régime de la production de certaines sociétés.

Au Burkina Faso, la progression du PIB est estimé à 4,0% en 2014, après un taux de 6,2% en 2013. En particulier, la production céréalière s'est repliée de 8,2% après une baisse de 0,6% en 2013. Le taux d'inflation s'est situé à -0,3% en moyenne annuelle en 2014 contre une moyenne de -0,1% enregistrée au niveau de l'UEMOA et une progression de 0,5% en 2013.

Dans ce contexte, le solde de la balance des paiements du Burkina Faso est ressorti déficitaire de 132.916 millions au titre de l'année 2014, après -147.018 millions un an plus tôt.

Le déficit du compte des opérations courantes s'est amélioré de 171.327 millions entre 2013 et 2014 pour se situer à 493.237 millions. Cette amélioration du compte courant a été tirée par l'atténuation du solde de la balance des biens et services. La balance commerciale, à la suite du repli des importations, en phase avec la conjoncture économique, s'est améliorée de 200.197 millions. En relation avec l'évolution de la balance des biens, le déficit de celle des services s'est atténué de 7,9%. Le solde déficitaire du compte du revenu primaire s'est aggravé de 84.287 millions. En dépit de la baisse des appuis budgétaires reçus par l'Etat, le compte du revenu secondaire s'est amélioré en ressortant excédentaire de 236.088 millions. En part du PIB, la balance courante s'est améliorée en 2014, avec un déficit de 8,0% (-9,5% hors dons officiels) contre -11,1% en 2013 (-13,1% hors dons officiels).

Le compte de capital a, quant à lui, affiché un solde excédentaire de 200.189 millions, en recul de 38.223 millions par rapport à 2013, soit -16,0%. Cette évolution reflète le reflux de dons projets au profit de l'Administration publique.

En ce qui concerne le compte financier, il a dégagé des entrées nettes de capitaux à hauteur de 163.492 millions, contre des entrées nettes de 282.935 millions en 2013, soit une dégradation de 119.443 millions, en ligne avec le repli des entrées nettes d'investissements directs.

A la faveur de l'incidence des évolutions ci-dessus, les avoirs extérieurs nets de la BCEAO se sont contractés de 143.872 millions tandis que ceux des autres institutions de dépôts se sont consolidés de 10.956 millions. Il en résulte un déficit de 132.916 millions correspondant au solde global de la balance des paiements enregistré en 2014.

S'agissant de la position extérieure globale, elle est ressortie débitrice de 1.495.768 millions, contre -1.332.516 millions au 31 décembre 2013, soit une détérioration de 12,3% (-163.252 millions), sous l'effet du gonflement du stock de passifs financiers.

/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/-/

INTRODUCTION

1. Environnement international

La croissance mondiale est ressortie stable à 3,4%[1] en 2014 par rapport à 2013, sous l'effet conjugué de l'accélération de la croissance dans les pays avancés et du tassement de la production dans les pays émergents et les pays en développement. Le volume du commerce mondial de biens et services a progressé de 3,4% en 2014, après une hausse de 3,5% un an plus tôt.

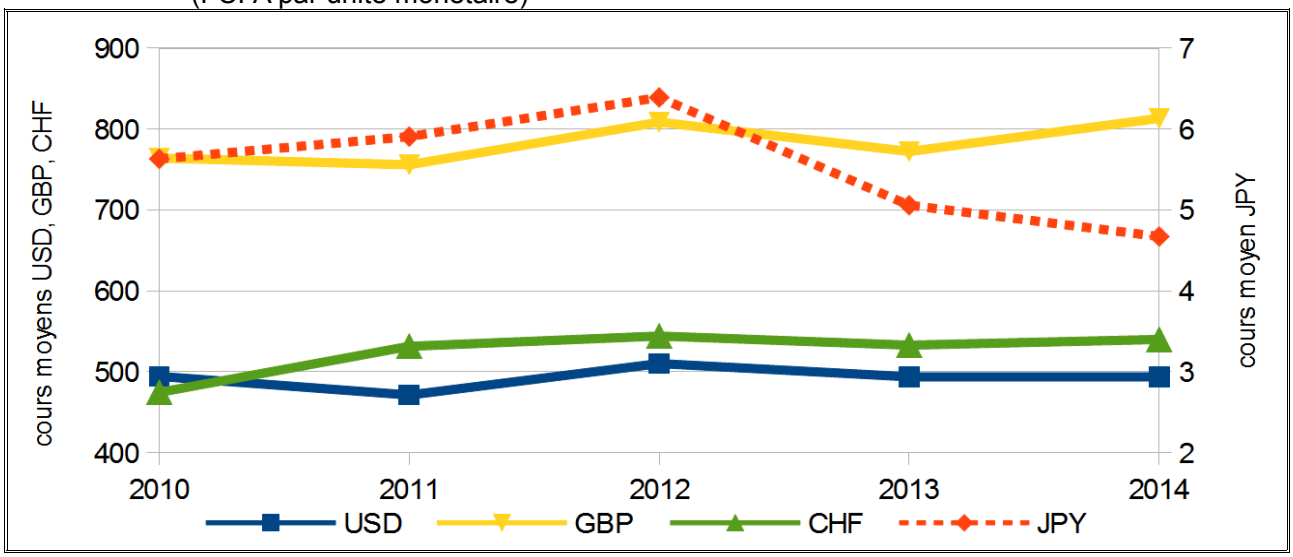
Dans les pays avancés, sous l'influence de la baisse des prix du pétrole et de politiques monétaires accommodantes, le taux de croissance est passé de 1,4% en 2013 à 1,8% en 2014, soit une accélération de 0,4 point de pourcentage. La croissance économique s'est accélérée aux Etats-Unis et en Europe mais est demeurée quasi nulle au Japon, en phase avec la faiblesse de la consommation et l'effondrement de l'investissement.

Dans les pays émergents et les pays en développement, l'activité économique a enregistré également une décélération en affichant un taux de 4,6% en 2014 contre 5,0% un an plus tôt. Ce fléchissement a été tiré par la Russie (-0,7 point de pourcentage), les pays émergents et en développement d'Asie (-0,2 point de pourcentage) et ceux de l'Afrique subsaharienne (-0,2 point de pourcentage). Ce ralentissement est porté en partie par la baisse des prix des produits de base.

Dans les pays avancés, le taux d'inflation est resté stable à 1,4% en 2014. Dans les pays émergents et en développement, il s'est légèrement replié de 5,9% en 2013 à 5,1% en 2014.

En 2014, le cours de l'euro s'est apprécié, en moyenne, de 0,1% vis-à-vis du dollar des Etats-Unis et de 7,6% par rapport au yen. En revanche, il s'est apprécié de 5,3% et de 1,3% par rapport à la livre sterling et au franc suisse respectivement. Le franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, a connu une évolution similaire par rapport aux monnaies des pays industrialisés.

Graphique 1 : Evolution des taux de change moyens annuels
(FCFA par unité monétaire)



Source : BCEAO
USD : Dollar des Etats-Unis d'Amérique ; GBP : Livre britannique ; CHF : Franc suisse ; JPY : Yen japonnais

L'indice des prix mondiaux des matières premières (hors combustibles) est ressorti en repli de 4,0%, après un recul de 1,2% en 2013. Les cours mondiaux des produits exportés par l'Union ont enregistré des évolutions contrastées. En moyenne sur l'année 2014, les prix mondiaux du caoutchouc, du coton, de l'or, et de l'huile de palme ont enregistré des baisses respectives de 26,7%, 11,5%, 10,3%, et 4,9%, par rapport à 2013, en raison essentiellement de l'atonie de la demande mondiale. En revanche, les prix internationaux de la noix de cajou, de l'huile de palmiste et du cacao ont respectivement augmenté de 51,3%, 28,9% et 25,6%.

1 Perspectives économiques mondiales, FMI, octobre 2015

2. Evolution économique dans l'UEMOA

Dans les pays de l'UEMOA, le PIB a enregistré une progression de 6,5% en 2014 après 5,9% un an plus tôt et 6,8% en 2012. L'amélioration de la croissance économique de l'UEMOA résulte du raffermissement de la production industrielle, consécutif au démarrage des activités de nouvelles unités et à la montée en régime de la production de certaines sociétés. L'augmentation du PIB en volume est également induite par l'accroissement de la production agricole au cours de la campagne 2014/2015 et la bonne tenue de l'activité dans la branche « Bâtiments et Travaux Publics », en liaison avec la poursuite, par les Etats membres, de l'exécution des projets visant la restauration et le renforcement des infrastructures socio-économiques dans le cadre de la mise en œuvre des programmes stratégiques de développement.

Le taux d'inflation s'est situé en territoire négatif au cours de l'année 2014, pour la première fois depuis 1990. En effet, le niveau général des prix à la consommation dans l'UEMOA a enregistré une variation, en moyenne, de -0,1% en 2014 contre +1,5% en 2013.

L'exécution des opérations financières des Etats en 2014 a porté l'empreinte de l'intensification des investissements publics, en vue de la restauration et du renforcement des infrastructures de base. Le déficit budgétaire global, base engagement, a représenté 3,4% du PIB en 2014, en augmentation de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2013.

Les échanges extérieurs ont été caractérisés par l'aggravation du déficit du compte des transactions courantes et de capital. Exprimé en pourcentage du PIB, le déficit du compte des transactions courantes a atteint 7,2% en 2014, après 6,8% en 2013.

Sur le plan monétaire et financier, la Banque Centrale a poursuivi, durant l'année 2014, la conduite d'une politique monétaire accommodante, afin de contribuer à l'atteinte des objectifs de croissance économique des Etats membres. La masse monétaire a enregistré une hausse de 14,4% en glissement annuel à fin décembre 2014, en liaison essentiellement avec le renforcement de 18,2% du crédit intérieur. Les interventions globales de l'Institut d'émission en faveur des banques, des établissements financiers et des Trésors nationaux se sont accrues de 33,0% au 31 décembre 2014 par rapport à fin décembre 2013.

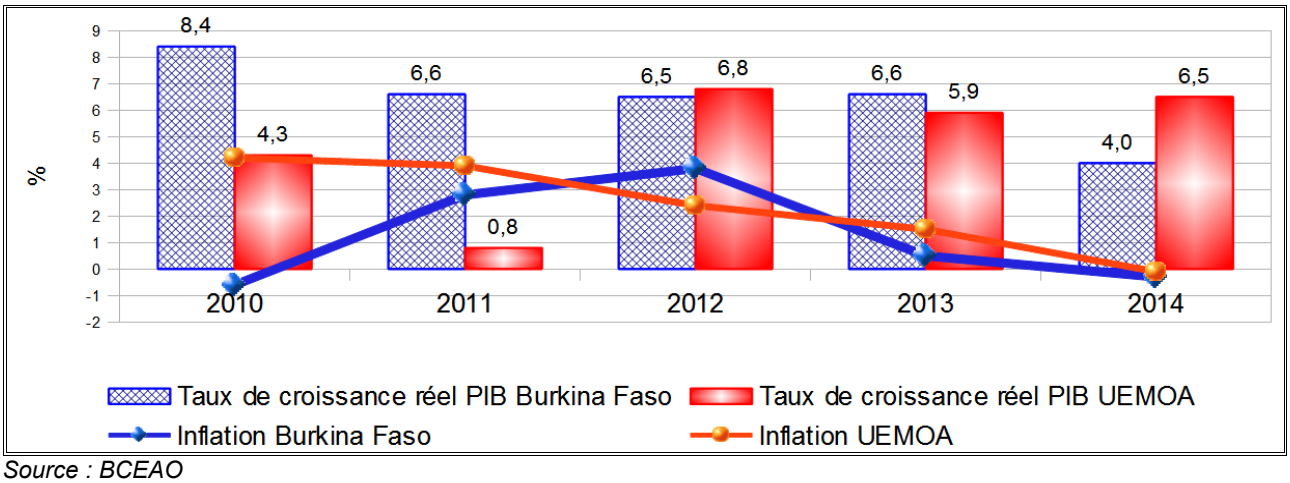
Au titre de l'année 2014, les principaux indices de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières se sont inscrits en hausse. En effet, les indices BRVM 10 et BRVM Composite ont affiché des progressions annuelles de 8,6% et 11,2% respectivement. La capitalisation boursière de l'ensemble des titres cotés est ressortie en hausse de 11,2% pour se situer à 7.459 milliards. La valeur des transactions s'est inscrite dans la même tendance haussière, en enregistrant une augmentation de 17,4%.

3. Evolution économique au Burkina Faso

L'activité économique au Burkina Faso a été marquée en 2014 par une décélération de l'activité agricole, les effets négatifs des risques de contagion de la maladie à virus Ebola, ainsi que par les destructions et perturbations des affaires, notamment au cours du 4ème trimestre, en liaison avec le projet avorté de modification de la Constitution.

Au total, le PIB a enregistré un taux de croissance réel de 4,0%, en recul de 2,6 points de pourcentage par rapport au taux de 6,6% enregistré en 2013 et en deçà de celui enregistré en moyenne dans l'espace UEMOA en 2014. Ce tassement de la croissance est imputable à tous les secteurs de l'économie. Le PIB à prix courants est ressorti à 6.200.875 millions en 2014 contre 5.990.729 millions en 2013, soit une hausse de 3,5%.

Graphique 2 : Evolution du taux de croissance et de l'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA de 2010 à 2014



Source : BCEAO

Au niveau du secteur primaire, la production céréalière a enregistré un repli de 8,2% après celui de 0,6% de l'année précédente, ressortant à 4.469.300 tonnes en 2014, en raison d'une pluviométrie moins satisfaisante. La production de coton graine a, par contre, connu une hausse, en s'établissant à 708.500 tonnes en 2014 après 650.105 tonnes en 2013, correspondant à une progression de 9,0% d'une campagne à l'autre. Le maintien des mesures de subvention aux intrants ainsi que l'accélération des paiements aux producteurs ont favorisé la hausse de la production de cette spéculation. En ce qui concerne l'élevage et la pêche, à la faveur notamment des actions menées au profit des éleveurs pour améliorer la situation alimentaire et sanitaire du bétail, une progression de 3,3% de la valeur ajoutée du sous-secteur a été enregistrée.

L'activité du secteur secondaire a connu une décélération de sa croissance, passant de 7,4% en 2013 à 6,3% en 2014. S'agissant du secteur tertiaire, l'activité est ressortie quasi-stable en croissant de 4,9% en 2014, après une progression de 5,0% un an plutôt.

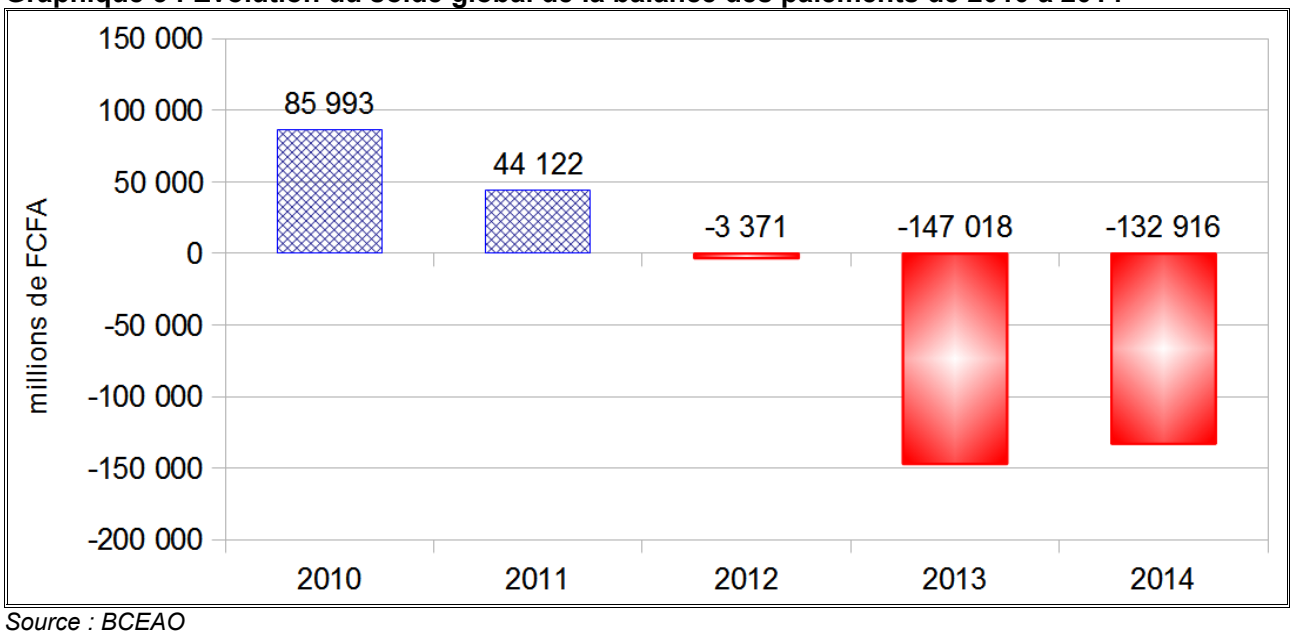
En ce qui concerne l'inflation, l'année 2014 a été marquée par une baisse modérée du niveau général des prix à la consommation. En effet, l'inflation, en moyenne annuelle, mesurée par l'IHPC, est ressortie en baisse de 0,3% en 2014 contre une moyenne de -0,1% enregistrée au niveau de l'UEMOA et une progression de 0,5% en 2013. Cette évolution du niveau général des prix est liée au repli des prix des produits pétroliers. En outre, les effets de l'application des mesures sociales gouvernementales (vente de céréales à prix social dans les zones déficitaires, contrôle des prix des produits de grande consommation, installation de boutiques témoins) ont contribué à contenir la hausse des prix à la consommation.

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est caractérisée par des soldes déficitaires : le déficit base engagement s'est situé à 113.600 millions en 2014 après 210.910 millions un an auparavant et le déficit base caisse à 37.600 millions contre 160.088 millions en 2013. Le financement du déficit base caisse a été assuré en 2014 par les concours des partenaires extérieurs pour un montant de 51.400 millions et intérieurs pour un montant de 9.342 millions. Les recettes totales ont représenté 17,2% du PIB, tandis que le ratio du solde budgétaire de base sur le PIB nominal est ressorti à -2,5%. Le taux de pression fiscale s'est détérioré de 0,5 point de pourcentage pour s'établir à 15,2% en 2014.

La situation monétaire a été caractérisée par une progression de la masse monétaire de 11,3% en glissement annuel pour atteindre 2.141.764 millions à fin 2014, sous l'effet de l'accroissement du crédit intérieur. Les avoirs extérieurs nets ont enregistré en revanche une contraction de 157.756 millions (-29,5%) sous l'influence de la baisse des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale. L'évolution du crédit intérieur est imputable à la progression des crédits à l'économie qui a augmenté de 18,9% pour s'établir à 1.774.844 millions à fin 2014, ainsi qu'à la dégradation de la Position Nette du Gouvernement de +44.168 millions de FCFA à +138.981 millions de FCFA entre fin décembre 2013 et fin décembre 2014.

Résultant de l'évolution de la conjoncture internationale et nationale, le solde global de la balance des paiements, correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions de dépôt[2], s'est établi à -132.916 millions de FCFA à fin 2014, sous l'effet de la baisse des avoirs extérieurs nets de la BCEAO.

Graphique 3 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2010 à 2014



Source : BCEAO

La suite du rapport est subdivisée en cinq (5) sections couvrant successivement : le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale.

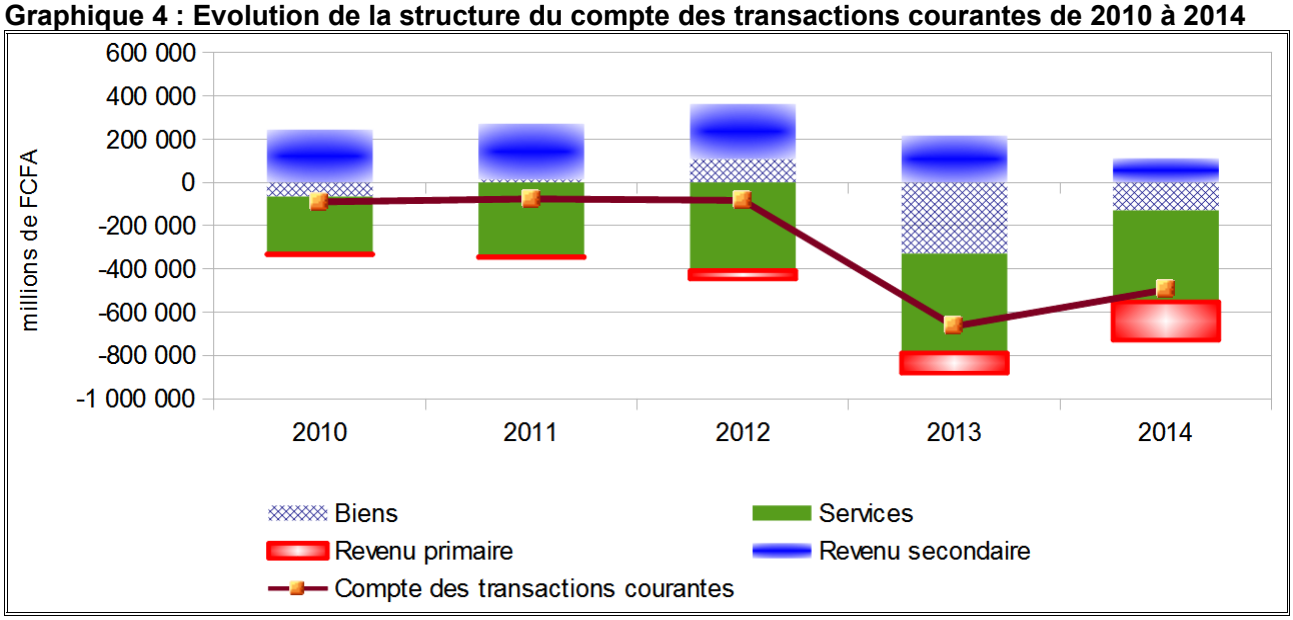
2 Après la prise en compte des effets de réévaluation au cours de la période, découlant des variations des taux de change et des autres variations.

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des transactions courantes regroupe le compte des biens et services, le compte du revenu primaire ainsi que le compte du revenu secondaire. En 2014, le solde de la balance des paiements courants est ressorti déficitaire de 493.237 millions contre -664.564 millions une année plus tôt, soit une amélioration de 171.327 millions (-25,8%). Cette amélioration du solde courant est le reflet de l'atténuation du solde déficitaire de la balance des biens et services ainsi que de l'accroissement de l'excédent du compte de revenus secondaires. Elle a cependant été contenue par l'accroissement du déficit du compte du revenu primaire.

Le solde de la balance des biens est ressorti déficitaire en 2014 comme en 2013, après un excédent commercial historique en 2011 et 2012 lié à la bonne tenue des exportations d'or non monétaire. Les déficits du revenu primaire se creusent sensiblement au terme des deux dernières années, en relation avec les rémunérations de plus en plus importantes des investissements. L'orientation excédentaire de la balance du revenu secondaire traduit l'importance des envois de fonds des migrants et des appuis budgétaires reçus par le Burkina Faso. En repli l'année précédente, l'excédent s'est amélioré en 2014 à la faveur essentiellement de la progression des fonds reçus des migrants.

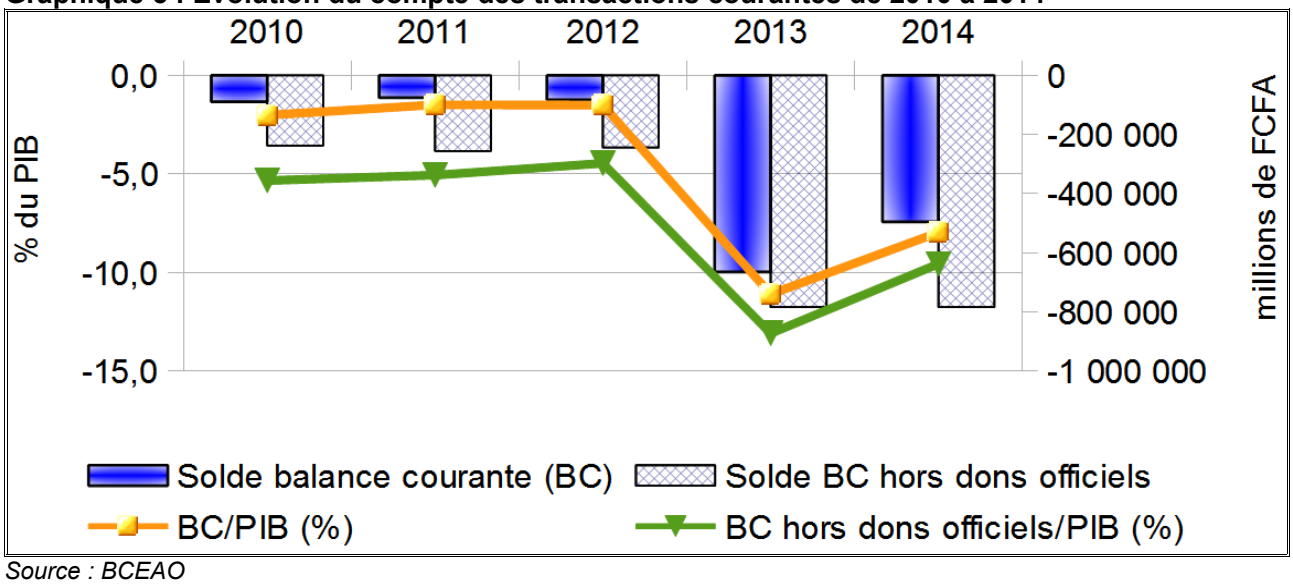
Graphique 4 : Evolution de la structure du compte des transactions courantes de 2010 à 2014



Source : BCEAO

Rapportée au PIB, la balance courante s'est améliorée, passant de -11,1% en 2013 à -8,0% en 2014. Hors dons officiels, le compte courant s'est situé à -9,5% du PIB en 2014 après -13,1% une année auparavant. Sur la période 2010-2014, cet indicateur de viabilité du déficit courant s'est établi à -7,5% en moyenne.

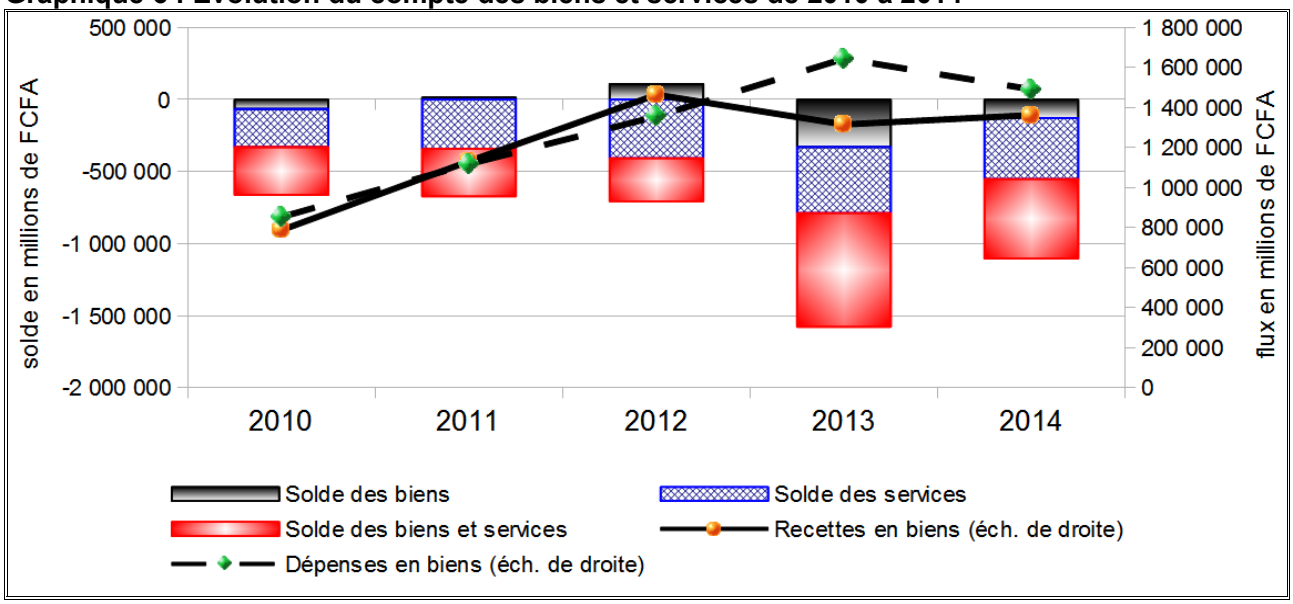
Graphique 5 : Evolution du compte des transactions courantes de 2010 à 2014



Source : BCEAO

Le déficit des échanges de biens et services s'est atténué de 30,0% en 2014 comparativement à 2013 en liaison avec la contraction des importations des biens et services (-9,0%) et l'accroissement des exportations (+1,6%).

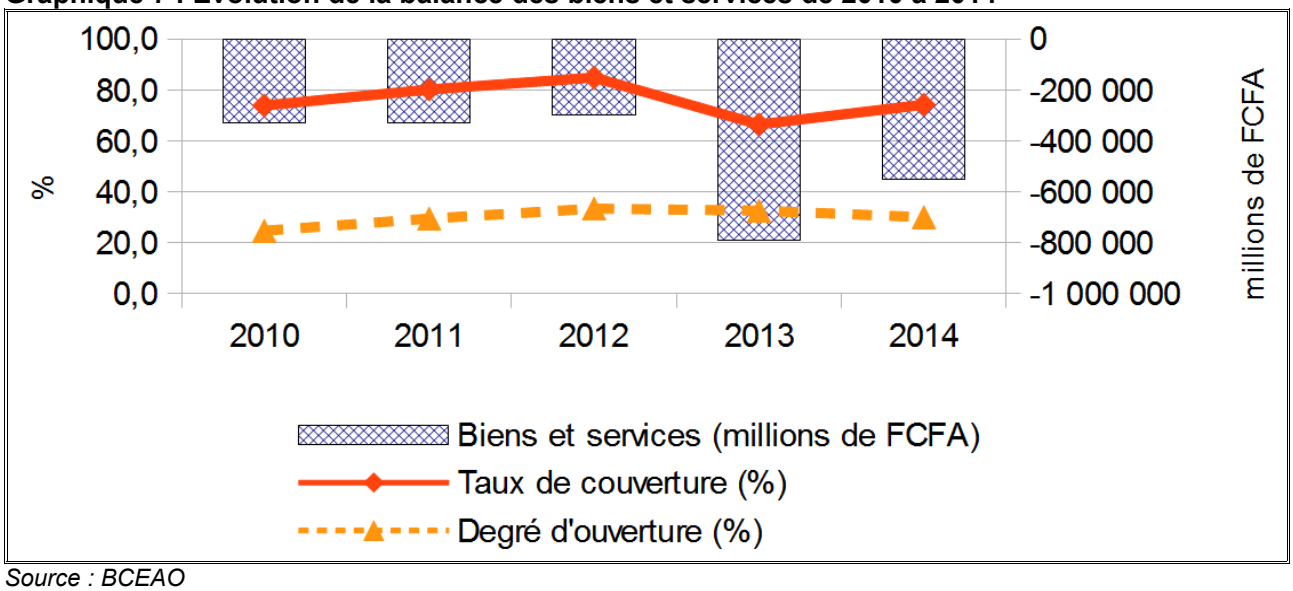
Graphique 6 : Evolution du compte des biens et services de 2010 à 2014



Source : BCEAO

En outre, le degré d'ouverture de l'économie burkinabè, mesuré par le rapport entre la somme des importations et des exportations des biens et services, et le double du PIB, s'est situé à 30,0%, en repli de 2,6 points de pourcentage par rapport à 2013.

Graphique 7 : Evolution de la balance des biens et services de 2010 à 2014



Source : BCEAO

Le besoin de financement de l'économie, qui est la somme des comptes courant et de capital, est ressorti à 293.048 millions en 2014, après 426.152 millions un an plutôt, soit une réduction de 31,2%. En pourcentage du PIB, il s'est établi à 4,7% contre 7,1% en 2013.

Le ratio du service de la dette, mesuré comme le rapport du service total de la dette extérieure aux exportations de biens et services, s'est établi à 2,9% en 2014, en progression de 0,4 point de pourcentage sur un an. Cette évolution résulte d'une hausse du service de la dette extérieure (+17,1%) plus importante que celle des exportations des biens et services (+1,6%).

Tableau 1 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations
(montants en millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations de biens et services	935 625	1 328 100	1 679 153	1 560 648	1 586 066
Service de la dette extérieure	24 941	32 681	34 730	38 846	45 506
Service dette extérieure/Exportations (%)	2,7	2,5	2,1	2,5	2,9

Source : BCEAO, INSD, DGTCP

1.1- Balance commerciale

La balance commerciale ou balance des biens recense les transactions sur les marchandises générales, l'or non monétaire et les exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international. Les importations et les exportations sont enregistrées FOB et les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont enregistrés dans les services.

Afin de répondre aux besoins d'établissement de la balance des paiements, des retraitements sont effectués sur les statistiques du commerce extérieur. Les statistiques du commerce extérieur, fondées sur le concept de frontière nationale, sont élaborées selon l'optique « commerce général ». En outre, les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale de réconciliation des données du commerce intra-UEMOA instituée par la BCEAO, qui ont permis de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges intra-communautaires et une meilleure évaluation du commerce non contrôlé, ont été pris en compte.

Enfin, des ajustements de valeurs et de champ ont été opérés pour tendre vers la prise en compte de l'ensemble des transactions économiques intervenues au cours de l'année dans le pays.

Tableau 2 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens
(en millions de FCFA)

	2013		2014	
Nature des opérations	**Exportations**	**Importations**	**Exportations**	**Importations**
Statistiques douanières FOB / CAF	**1 225 671**	**2 156 397**	**1 285 423**	**1 770 381**
Ajustements sur l'or non monétaire*	91 702		77 639	
Commerce non contrôlé intra-UEMOA	4 060	6 473	4 181	1 690
Autres ajustements de valeurs	-6 108	-173 686	-4 948	16 286
Fret et assurances		-345 023		-297 424
Fret		-293 270		-252 810
Assurances		-51 754		-44 614
Statistiques douanières retraitées, reprises en balance des paiements (FOB – FOB)	**1 315 325**	**1 644 161**	**1 362 294**	**1 490 933**

(*) L'ajustement sur l'or non monétaire correspond à la valorisation de la quantité d'or exportée par l'écart de prix entre le cours mondial et le prix moyen calculé à partir des données douanières.
Source : BCEAO, INSD

Au titre de l'année 2014, la balance commerciale a affiché un solde déficitaire de 128.639 millions, après -328.836 millions et +108.482 millions respectivement en 2013 et 2012. L'amélioration du solde de la balance des biens est due aux effets conjugués du repli des importations et de l'augmentation des exportations dans une moindre mesure. Les importations de biens ont été couvertes à hauteur de 91,4% par les exportations en 2014, après un taux de couverture de 80,0% un an auparavant.

1.1.1- Exportations de biens

1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

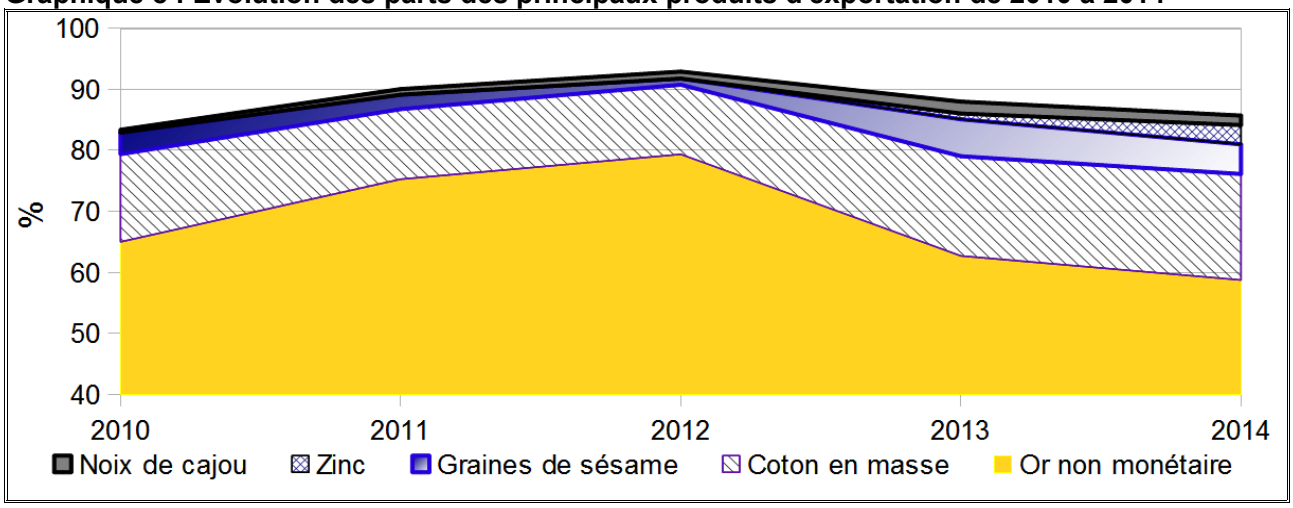
Sur la base des données douanières traitées par l'INSD[3] et ajustées pour les besoins de la balance des paiements[4], les exportations du Burkina Faso se sont situées à 1.362.294 millions, en hausse de 3,6% comparativement à l'année 2013. Les exportations de marchandises générales se sont accrues de 14,6% pour s'établir à 558.577 millions, tandis que celles d'or non monétaire ont fléchi de 3,0% pour ressortir à 800.006 millions. Les réexportations, composées à 67,5% de produits pétroliers, ont été valorisées à 68.070 millions, soit une progression de 19,3% en variation annuelle. Le taux d'exportation, mesurant le poids des exportations relativement au PIB, est ressorti à 22,0%, stable par rapport à 2013.

1.1.1.2- Composition des exportations de biens

Les cinq (05) principaux produits exportés en 2014 sont : l'or non monétaire avec une part de 58,7% dans le total de la valeur des exportations, suivi du coton en masse (17,4%), des graines de sésame (4,9%), du zinc (3,2%) et des noix de cajou (1,6%). En 2012, année du dernier excédent commercial, l'or non monétaire avait représenté 79,4% de la valeur des exportations, à la faveur de cours mondiaux historiquement élevés. L'or a été exporté principalement à destination de la Suisse (81,4%), de l'Afrique du Sud (7,1%) et de l'Inde (1,5%). S'agissant du coton, les destinations prioritaires ont été Singapour (23,1%), la Suisse (20,1%) et la France (14,6%).

3 Traitement avec le logiciel EUROTRACE en ne prenant en compte que les opérations dont le régime douanier entre dans la définition du commerce extérieur.
4 Prise en compte du commerce non contrôlé et des autres ajustements de valeur.

Graphique 8 : Evolution des parts des principaux produits d'exportation de 2010 à 2014



Source : BCEAO

La légère hausse des exportations de biens est principalement imputable à la progression des exportations de coton fibre, qui a compensé le repli de celles d'or. En effet, les exportations de coton fibre ont affiché une valeur de 236.975 millions en 2014, soit une hausse de 10,1% sur un an. Les sociétés cotonnières ont exporté au total 265.573 tonnes de coton fibre en 2014[5], après 247.343 tonnes un an auparavant, à la faveur de la hausse de 8,1% de la production de coton graine au cours de la campagne 2013/2014, en dépit de la baisse de 10 FCFA/Kg du prix d'achat plancher annoncé au producteur pour se fixer à 235 FCFA/Kg. Le prix moyen à l'export a en revanche crû de 2,6%, passant de 870.074 FCFA la tonne de coton fibre en 2013 à 892.316 FCFA la tonne en 2014.

S'agissant des exportations d'or, premier produit vendu à l'étranger depuis 2009, elles se sont fixées à 800.006 millions en 2014, en recul de 3,0% par rapport à 2013, après une forte baisse de 29,1% une année auparavant. Cette tendance baissière s'explique par le repli du prix de l'or et a été en partie compensée par l'augmentation de la production exportée d'or de 8,3% pour se situer à 36.283 kg. La production artisanale d'or a représenté seulement 0,6% de la production totale en 2014 après une part de 1,3% en 2013.

Les exportations de zinc[6], dont la production a été lancée en janvier 2013, se sont situées à 43.067 millions, en forte progression de 30.534 millions sur une année, à la faveur de la montée en régime de la production de la mine de zinc de Perkoa. En effet, la production est passée de 60.085 tonnes en 2013, année d'entrée en production de la mine, à 145.022 tonnes en 2014. Sur la même période, les prix ont enregistré une progression de 42,4%. Les ventes à l'extérieur des graines de sésame se sont réduites de 16,7% en 2014 par rapport à 2013 pour s'établir à 66.365 millions. Concernant la noix de cajou, les exportations se sont élevées à 21.320 millions, soit une baisse de 17,2%. Le repli des exportations de ces deux derniers produits est en phase avec la baisse de leurs prix internationaux.

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

A l'image des années précédentes, les pays d'Europe sont demeurés les principaux destinataires des produits exportés par le Burkina Faso en 2014, avec une part de marché de 60,8%. La part importante des exportations vers l'Europe est portée par les ventes d'or, principalement à destination de la Suisse (81,4% du total des ventes en 2014, après 89,7% en 2013). Après l'Asie en 2013, l'Afrique est redevenue le deuxième continent de destination des exportations du Burkina Faso avec une valeur totale représentant 17,8%. L'Asie a enregistré 16,2% des exportations en provenance du Burkina Faso. En comparaison à 2013, les exportations à destination de l'Asie (-10,5%) et de l'Amérique (-16,0%) ont enregistré un repli au profit de celles en direction de l'Europe (+10,9%) et de l'Afrique (+9,7%).

5 La production totale de coton fibre est ressortie à 270.084 tonnes au titre de la campagne 2013/2014. Une quantité de 4.511 tonnes a été cédée à la FILSAH par la SOFITEX.

6 Zinc non allié, sous forme brute, contenant en poids moins de 99,99% de zinc.

En ce qui concerne les exportations intra-UEMOA, elles ont représenté 6,5% de celles du Burkina Faso. Le Mali, le Niger et la Côte d'Ivoire ont été les premiers pays de destination au sein de l'Union, avec respectivement 2,6%, 1,3% et 1,2% du total des exportations. En 2014, les réexportations de produits pétroliers (72,2%) ont constitué l'essentiel des importations du Mali en provenance du Burkina Faso. Les exportations à destination du Niger sont composées à 32,4% de céréales. S'agissant de la Côte d'Ivoire, les produits exportés ou réexportés sont essentiellement les machines de BTP et de l'exploitation minière, et les véhicules automobiles (Motocycles) avec des parts respectives de 15,5% et 11,0% en valeur.

1.1.2- Importations de biens

1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

Les importations du Burkina Faso, sur la base des statistiques du commerce extérieur[7], se sont situées à 1.770.381 millions en 2014, contre 2.156.397 millions un an plus tôt, soit une diminution de 17,9%, liée essentiellement à la baisse de la facture pétrolière et des importations de biens d'équipement. Les données ajustées pour les besoins de la balance des paiements font ressortir des importations totales FOB de 1.490.933 millions. Les importations de biens ont représenté 24,0% du PIB en 2014, en repli de 1,9 point de pourcentage par rapport à 2013.

1.1.2.2- Composition des importations de biens

La structure des importations (en valeur) n'a pas connu d'évolution significative durant les cinq (05) dernières années, avec une prédominance de cinq (05) groupes de produits que sont : les « Produits pétroliers » (29,4%), les « Biens d'équipement » (20,3%), les « Matières premières » (15,7%), les « Produits alimentaires » (11,1%) et les « Produits chimiques » (10,0%).

La facture énergétique a baissé de 6,0% sur un an en dépit de la faible hausse des quantités de produits pétroliers importées. Ce mouvement reflète la diminution de 5,7% du prix du pétrole sur les marchés internationaux. A la faveur de la conjoncture économique nationale en 2014, les importations de biens d'équipement (-37,0%), de produits chimiques (-16,1%), de matières premières (-5,9%) se sont réduits. S'agissant des produits alimentaires, leurs importations ont également baissé de 8,1%, en relation avec la bonne tenue des stocks alimentaires. Ainsi, le riz, principal produit alimentaire importé, a vu ses quantités importées chuter de 19,6% en 2014.

1.1.2.3- Orientation géographique des importations

La répartition par origine des importations du Burkina Faso demeure quasiment identique sur les cinq (05) dernières années. Au titre de l'année 2014, les trois principales zones d'approvisionnement du Burkina Faso ont été les pays d'Afrique avec 44,4% de part du marché, suivis de ceux d'Europe avec 33,3% et d'Asie avec 15,3%. Les importations en provenance d'Europe concernent notamment les produits pharmaceutiques et alimentaires, celles d'origine asiatique portent essentiellement sur les biens d'équipement et alimentaires. Par rapport à 2013, les importations en provenance de l'Afrique (+7,5%) se sont accrues contrairement à celles opérées à partir de l'Europe (-23,3%), de l'Asie (-37,9% et de l'Amérique (-46,6%).

Les importations en provenance des pays de l'UEMOA ont représenté 37,9% du total. La Côte d'Ivoire, à elle seule, a fourni la moitié des importations originaires de l'Union (53,6%), suivie du Togo avec une part de 15,6%. En 2014, le Burkina Faso a importé de la Côte d'Ivoire principalement des produits pétroliers (22,1%), des produits à base de tabac (7,5%) et de l'électricité (7,0%). Les importations en provenance du Togo portent essentiellement sur le ciment hydraulique (27,4%). Une part de 5,1% du total des importations provient des autres pays de la CEDEAO.

1.2- Balance des services

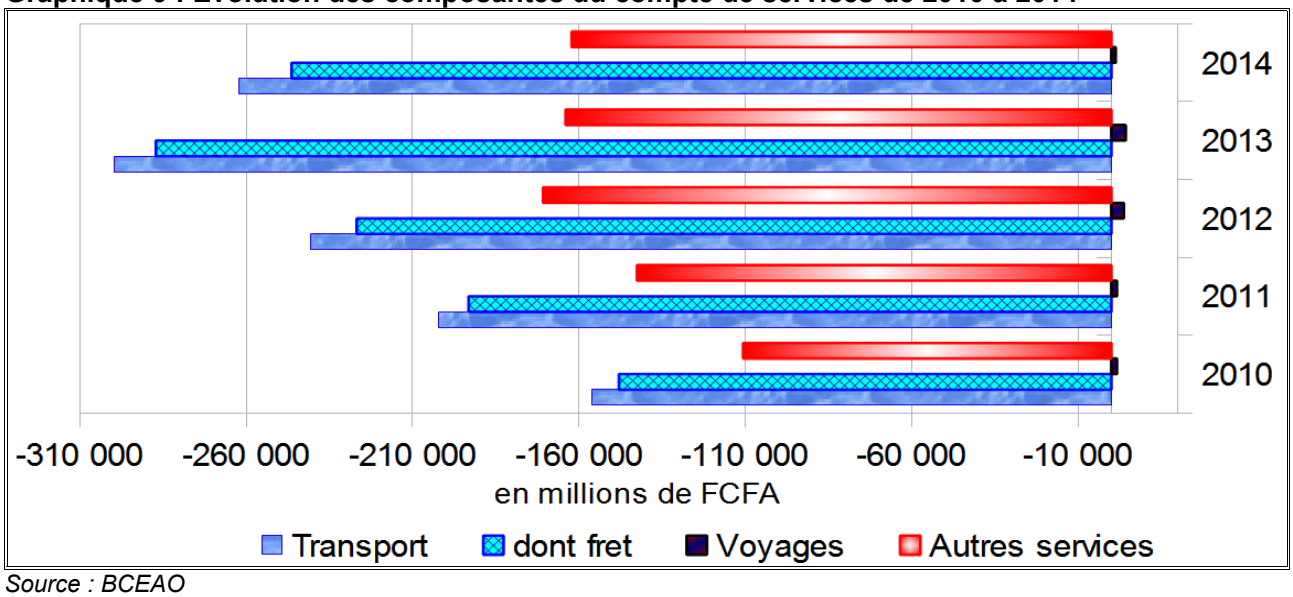
La balance des services recouvre les échanges extérieurs au titre des transports, des voyages et des autres services. Le solde de la balance des services, structurellement déficitaire, s'est amélioré de

7 Produites par l'INSD

7,9% en passant de -459.401 millions en 2013 à -423.169 millions en 2014, sous l'impulsion de la baisse des services de transports (-12,5%), dictée par la contraction des importations en 2014.

En effet, le fret, qui recense au crédit, les recettes perçues par les structures résidentes au titre du transport de marchandises pour le compte des non-résidents, et au débit les recettes réalisées par les compagnies non-résidentes pour le transport similaire au profit des agents résidents du Burkina Faso, est ressorti déficitaire en 2014 de 246.383 millions, après un solde de -287.142 millions réalisé un an auparavant. La réduction de ce déficit en 2014 découle du recul du volume des marchandises importées par rapport à l'année 2013 (-17,9%) et de la baisse relative du coût du transport. Quant au poste « voyages », retraçant les flux de biens et services acquis lors de séjours à l'étranger à titre personnel ou professionnel, il a dégagé un excédent modeste de 1.327 millions, en baisse de 30,7% par rapport à 2013.

Graphique 9 : Evolution des composantes du compte de services de 2010 à 2014



Source : BCEAO

1.2.1- Exportations de services

Au terme de l'année 2014, les exportations de services se sont situées à 223.772 millions, en baisse de 8,8% sur un an. En effet, les exportations des services de transports ont enregistré une croissance de 6,0%, ressortant à 31.868 millions. Les recettes de tourisme réglées par les autres résidents de l'UEMOA se sont situées à 41.989 millions, soit une réduction de 17,5%, en phase avec la situation sociopolitique du pays. Les autres services exportés, composés notamment des travaux de construction, des services financiers ainsi que des services de télécommunications, d'informatique et d'information, ont reculé de 10,3% pour s'établir à 125.248 millions. L'accroissement des activités des entreprises de BTP de droit burkinabè dans la sous-région a permis d'atténuer la baisse des revenus au titre de ces autres services.

1.2.2- Importations de services

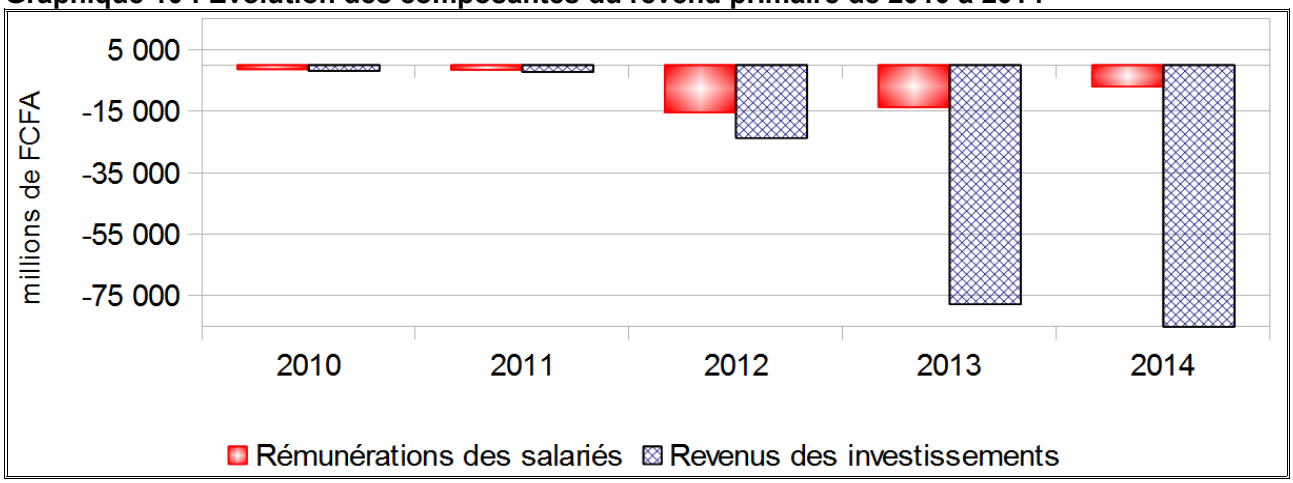
En passant de 704.723 millions en 2013 à 646.941 millions en 2014, les importations de services ont enregistré une diminution de 8,2%, en liaison notamment avec la baisse des importations des services de transport (-10,8%) qui se sont établies à 294.167 millions. Le montant du fret réglé aux opérateurs économiques non-résidents s'est réduit de 13,8%, amplifiant la régression des importations de biens CAF. Les dépenses effectuées par les résidents au cours de leurs déplacements à l'étranger ont baissé de 8,3% en 2014. En revanche, les dépenses de tourisme effectuées dans les pays membres de l'Union en particulier ont affiché une progression de 29,3% sur une année, les voyages des résidents ayant été davantage orientés vers les pays de la sous-région.

1.3- Compte du revenu primaire

Le compte du revenu primaire enregistre les flux relatifs aux revenus liés au processus de production, ainsi qu'à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits.

Le solde structurellement déficitaire du compte du revenu primaire s'est détérioré de 84.267 millions en 2014, en s'établissant à -177.518 millions. Cette dégradation est expliquée par la progression des paiements nets aux non-résidents de revenus au titre des investissements (+91.020 millions), la rémunération des salariés ayant enregistré un repli (-6.637 millions).

Graphique 10 : Evolution des composantes du revenu primaire de 2010 à 2014



Source : BCEAO

L'atténuation du déficit des revenus du travail provient de la baisse des flux débiteurs (-1.272 millions) en relation avec la régression des rémunérations versées aux travailleurs non-résidents, en phase avec la décélération de l'activité dans le secteur minier en 2014.

Les revenus du capital se sont accrus sous l'effet d'une hausse des flux débiteurs (+99.491 millions) plus intense que celle des flux entrants (+10.256 millions). Cette évolution reflète essentiellement l'accentuation du solde déficitaire des revenus des investissements directs (+99.754 millions), notamment dans les secteurs des télécommunications, des finances et de l'industrie. La charge des intérêts versés au titre du service de la dette publique extérieure s'est établie à 14.699 millions, en progression de 14,7%, dont 2.504 millions au titre de la dette bilatérale et 12.195 millions pour la dette multilatérale. Les paiements d'intérêt de la dette multilatérale ont été opérés au profit essentiellement de la Banque Africaine de Développement (3.922 millions), de la Banque Mondiale (3.529 millions), de la Banque Islamique de Développement (1.906 millions) et de la Banque Européenne d'Investissement (789 millions). Les principaux bénéficiaires des règlements d'intérêt au titre de la dette bilatérale sont le Koweït (758 millions), la République de Chine - Taïwan (676 millions) et l'Inde (478 millions).

1.4- Compte du revenu secondaire

Le compte du revenu secondaire recense les transferts courants entre résidents et non-résidents, matérialisés par les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers au Burkina Faso et burkinabè de l'étranger ainsi que les aides en espèce influant sur la consommation des biens et services.

En s'établissant à 236.088 millions en 2014 contre 216.922 millions en 2013, le solde excédentaire du compte de revenu secondaire a enregistré une hausse de 8,8%, imputable à l'évolution des transferts du secteur privé, ceux de l'Administration publique ayant enregistré une diminution.

Les transferts courants nets de l'Administration publique se sont repliés de 10,8% pour se situer à 114.318 millions en 2014. Cette évolution est portée par la baisse de 16,9% (après un recul 28,2% en 2013 et de 8,1% en 2012) de l'aide budgétaire reçue au titre de la coopération internationale. Elle est expliquée notamment par la fin des conventions ou programmes de coopération pour certains partenaires (Pays-Bas, Suède) et par la crise sociopolitique ayant conduit à l'insurrection populaire des

30 et 31 octobre 2014. L'aide budgétaire reçue provient de partenaires multilatéraux tels que l'Union Européenne (51,8% du total) et la Banque Mondiale (24,3%), ainsi que de partenaires bilatéraux comme le Danemark (11,6%), l'Allemagne (4,1%), la Suisse (3,8%) et la France (3,0%). Par ailleurs, les paiements effectués au titre de la contribution aux organisations internationales et régionales dont le Burkina Faso est membre, se sont repliés, passant de 14.700 millions en 2013 à 12.530 millions un an après.

Tableau 3 : Evolution des composantes du revenu secondaire de 2010 à 2014
(en millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Administration publique	179 745	191 183	179 531	128 174	114 318
- dont aide budgétaire reçue	147 812	180 570	165 892	119 100	98 936
Autres secteurs	64 253	65 853	75 747	88 749	121 770
- dont envois de fonds des travailleurs reçus	52 369	96 420	99 294	144 282	179 699
Revenu secondaire net	243 998	257 036	255 278	216 922	236 088

Source : BCEAO

Les entrées nettes de transferts courants du secteur privé ont connu une hausse de 37,2% pour ressortir à 121.770 millions en 2013 contre 88.749 millions une année plus tôt. Cette évolution découle de l'accroissement des réceptions de fonds des travailleurs à l'étranger (+24,5%). L'augmentation des flux entrants de fonds des travailleurs migrants est due principalement à la reprise de la croissance économique en Côte d'Ivoire, principal pays de provenance de ces fonds, en contraste avec l'atonie de la croissance en Europe (Italie notamment). Les transferts de fonds reçus des migrants provenaient en 2014 pour 57,2% des autres pays de l'UEMOA, 11,9% de l'espace CEMAC et 17,0% de l'Europe. Pour ce qui concerne l'UEMOA, la Côte d'Ivoire concentre 74,0% des envois de fonds, suivie du Mali (11,9%) et du Sénégal (4,2%). Les envois de fonds des migrants du Burkina Faso en direction des pays de l'Union se sont accrus de 11,1% pour se situer à 51.687 millions. Les principales destinations sont la Côte d'Ivoire (44,3%) et le Mali (14,5%). En outre, la progression du revenu secondaire du secteur privé a été contenue par la contraction du solde excédentaire des transferts reçus par ce secteur au titre de la coopération internationale. En effet, les transferts courants dont les ISBLM ont bénéficié dans le cadre de leurs activités de lutte contre la pauvreté, se sont établis à 15.304 millions en 2014 après une réalisation de 13.692 millions un an auparavant.

II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital présente les transferts en capital, ainsi que l'acquisition ou la cession d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.) entre résidents et non-résidents.

Au terme de l'année 2014, le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 200.189 millions en recul de 38.223 millions par rapport à 2013, soit -16,0%. Cette baisse a été imprimée par le reflux de transferts de capital sous forme de dons projets au profit de l'Administration publique.

Tableau 4 : Evolution du compte de capital de 2010 à 2014
(en millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	22	59	75	-216	35
Transferts de capital	98 873	91 011	137 704	238 628	200 154
Administration publique	51 174	73 100	111 609	205 200	157 510
dont dons projets	51 128	73 100	111 609	205 200	157 510
Autres secteurs	47 699	17 911	26 095	33 428	42 644
Solde du compte de capital	98 895	91 070	137 779	238 412	200 189

Sources : BCEAO, DGTCP, DGCOOP

2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits se sont soldées à +35 millions en 2014, contre -216 millions une année auparavant. Cet excédent provient d'un niveau de cessions d'actifs non financiers non produits supérieur à celui des acquisitions.

2.2- Transferts en capital

En s'établissant à 200.154 millions en 2014, les transferts de capital ont baissé de 38.474 millions, en relation principalement avec le repli de ceux au profit de l'Administration publique.

Les transferts de capital de l'Administration publique, en s'établissant à 157.510 millions, ont enregistré une chute de 23,2%, après une hausse de 83,9% en 2013. Les transferts de capital de l'Administration publique sont restés toutefois au dessus de la moyenne des cinq (5) dernière années, dans un contexte économique marqué par la montée en régime des investissements dans le cadre de la SCADD.

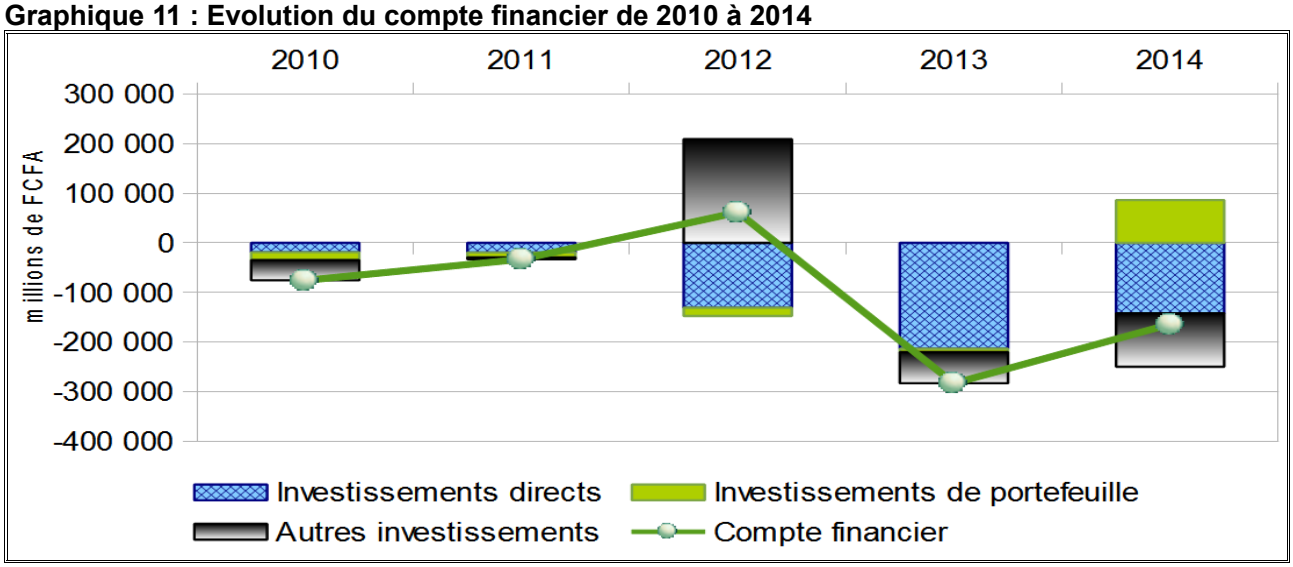
S'agissant des transferts de capital des autres secteurs, ils ont enregistré une augmentation de 9.216 millions en 2014, correspondant à une hausse de 27,6% sur un an.

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier de la balance des paiements recense les variations nettes d'actifs et de passifs financiers issues des opérations d'investissements directs, d'investissements de portefeuille et des autres investissements, effectuées entre résidents et non-résidents au cours d'une année. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux.

En 2014, le flux net des actifs et passifs financiers a enregistré des entrées nettes de 163.492 millions, après des entrées nettes de 282.935 millions en 2013, soit une baisse de 119.443 millions. Cette situation est due essentiellement à un afflux d'investissements autres que ceux directs et une inversion marquée des investissements nets de portefeuille au cours de l'année 2014.

Graphique 11 : Evolution du compte financier de 2010 à 2014



Source : BCEAO

3.1- Investissements directs étrangers

En 2014, les opérations d'investissements directs, c'est-à-dire les investissements étrangers dont le montant représente au moins 10,0% du capital de la société réceptrice, se sont soldées par des entrées nettes de 141.639 millions, après des entrées nettes de 213.412 millions en 2013, soit une

réduction de 71.774 millions. Ce ralentissement des entrées nettes de capitaux d'investissements directs est expliqué principalement par le repli des accroissements nets de passifs des entreprises résidentes vis-à-vis des investisseurs directs, combiné à une légère progression des acquisitions nettes d'actifs équivalents. Ces entrées nettes de capitaux sont portées par les réinvestissements de bénéfices (47,8%), les instruments de dette (34,4%) et les titres de participation (17,8%).

Les passifs nets d'investissements directs se sont contractés de 68.029 millions entre 2013 et 2014, sous l'effet du tassement des instruments de dette (-53.328 millions) et des titres de participation (-14.701 millions), les bénéfices réinvestis s'étant accrus (+47.782 millions). En revanche, les acquisitions nettes d'actifs financiers se sont soldées à 34.339 millions en 2014, en hausse de 5.541 millions par rapport à 2013. Cette orientation des actifs financiers nets a été imprimée principalement par les instruments de dette.

3.2- Investissements de portefeuille

Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10,0% du capital de l'entreprise, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Au cours de l'année 2014, les transactions sur les investissements de portefeuille se sont traduites par des sorties nettes de 86.180 millions, à la suite des entrées nettes de 6.917 millions enregistrées une année plus tôt, soit une diminution de 93.097 millions. Ces sorties nettes sont dues à celles issues des titres de créances, qui se situent à 68.210 millions, en ligne notamment avec l'acquisition de titres de non-résidents, notamment de l'Union. Ces opérations ont toutefois été compensées par les entrées nettes de titres de participation et parts de fonds de placement (-32.241 millions) effectuées par les résidents à l'étranger.

3.3- Dérivés financiers

Le contrat de dérivés financiers est un instrument financier lié à un autre instrument, indice ou produit de base spécifique et par lequel des risques (de taux d'intérêt, de taux de change, sur actions ou sur le prix de produits de base, de crédit, etc.) peuvent être négociés en tant que tels sur les marchés.

Durant l'année 2014, aucune opération n'a été enregistrée au titre des dérivés financiers, comme en 2013.

3.4- Autres investissements

Les autres investissements concernent notamment les opérations relatives aux prêts et emprunts, y compris les crédits commerciaux.

Les autres investissements ont enregistré des entrées nettes de capitaux à hauteur de 108.033 millions, après des entrées nettes de 62.605 millions affichées en 2013. Cette évolution reflète l'augmentation des accroissements nets de passifs plus importante que celle des acquisitions nettes d'actifs financiers. Ces entrées nettes sont imputables à l'Administration publique et au secteur privé non bancaire.

L'Administration publique a bénéficié d'entrées nettes de capitaux à hauteur de 50.685 millions en 2014 après des entrées nettes de 35.516 millions en 2013. Cette situation s'explique par un accroissement du stock de la dette publique de 51.414 millions en 2014, atténué par la hausse de la monnaie fiduciaire et des dépôts détenus par le Trésor (+729 millions). Le service de la dette publique extérieure s'est accru de 17,1% pour s'établir à 45.506 millions, correspondant à 0,7% du PIB et 4,3% des recettes budgétaires. Le stock de la dette extérieure publique a représenté 20,6% du PIB, après un niveau de 19,4% en 2013.

Les autres investissements du secteur privé se sont soldés par des entrées nettes de capitaux de 57.348 millions, après des entrées nettes de capitaux de 27.090 millions en 2013. Cela est expliqué par les accroissements des passifs nets des capitaux au titre des autres comptes à recevoir et à payer. Les

sorties de capitaux au titre des crédits commerciaux vis-à-vis de non-résidents ont atténué les entrées de capitaux des autres investissements.

IV- CAPITAUX MONETAIRES

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts.

4.1- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les principaux avoirs recensés au niveau de la Banque Centrale sont les avoirs de réserve, c'est-à-dire les avoirs extérieurs mis à la disposition ou sous le contrôle des autorités monétaires. Le poste « avoirs de réserve » enregistre les variations intervenues au niveau des avoirs en DTS, de la position de réserve au FMI et des avoirs en devises (sous forme de billets externes ou d'avoirs en compte auprès des institutions bancaires étrangères). Les engagements portent sur les recours aux crédits du FMI et les engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont contractés de 143.872 millions en 2014 pour s'établir à -103.272 millions, après un repli de 193.296 millions en 2013. Ce recul des avoirs extérieurs nets de la BCEAO est porté par une baisse des avoirs extérieurs bruts (-46,2%) et dans une moindre mesure par le léger accroissement des engagements extérieurs bruts (+2,5%). Les crédits et prêts du FMI, opérés dans le cadre des programmes financiers, se sont accrus pour s'établir à 107.797 millions (+5,2%).

Tableau 5 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque Centrale
(en millions de FCFA)

Postes	2013	2014
AVOIRS	**297 668**	**160 138**
Position de réserve au FMI	4 279	8 548
Droits de tirage spéciaux (DTS)	35 280	37 675
Numéraires et dépôts : créances sur les autorités monétaires	794	813
Numéraires et dépôts : créances sur les autres institutions	257 316	113 102
ENGAGEMENTS	**257 069**	**263 410**
Crédits et prêts du FMI (autres que les réserves)	102 436	107 797
Droits de tirage spéciaux (DTS)	42 204	45 075
Numéraires et dépôts détenus	112 429	110 539
Avoirs extérieurs nets	**40 600**	**-103 272**
Variations des Avoirs extérieurs nets	**-184 111**	**-143 872**

Source : BCEAO

4.2- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des Autres Institutions de Dépôts correspond au solde de leurs avoirs et engagements extérieurs bruts.

L'évolution des différentes composantes de la position extérieure nette des AID fait ressortir une hausse des avoirs bruts qui passent de 736.624 millions à fin décembre 2013 à 821.429 millions à fin décembre 2014, soit une progression de 11,5% (+84.805 millions), contenue par un accroissement des engagements de 31,0% (+73.849 millions) à la même date. Ainsi, les avoirs extérieurs nets des autres institutions de dépôts ont progressé de 10.956 millions en 2014, suite à une hausse de 46.278 millions enregistrée en 2013.

Tableau 6 : Evolution des avoirs et engagements des AID
(en millions de FCFA)

Postes	2013	2014
AVOIRS	**736 624**	**821 429**
dont banques et correspondants	181 905	140 793
ENGAGEMENTS	**238 375**	**312 224**
dont banques et correspondants	171 186	225 950
Avoirs extérieurs nets	**498 249**	**509 205**
Variations des Avoirs extérieurs nets	**46 278**	**10 956**

Source : BCEAO

4.3- Avoirs et engagements des institutions de dépôts

La variation des avoirs extérieurs nets de l'ensemble des institutions monétaires d'une année à l'autre constitue le solde de la balance des paiements et correspond à la somme algébrique des variations des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.

Le besoin de financement dégagé sur les opérations courantes et de capital avec les non-résidents (293.048 millions) a été partiellement couvert par le solde des transactions financières (163.492 millions). Cette situation se traduit par un solde global de la balance des paiements déficitaire, dont le financement a été assuré par la baisse des AEN de la Banque Centrale. En effet, le solde de la balance des paiements, qui correspond à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions de dépôts après prise en compte des autres changements des actifs et passifs financiers, est ressorti à -132.916 millions en 2014, après un solde de -147.018 millions un an auparavant.

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1- Evolution de la position extérieure globale nette

Par opposition au compte financier de la balance des paiements qui recense les flux d'avoirs et d'engagements extérieurs au cours de l'année, la PEG retrace les stocks d'avoirs et d'engagements au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les actifs financiers des résidents sur l'extérieur et l'or physique détenu comme avoirs de réserve, diminués de leurs engagements à l'égard des non-résidents.

A fin décembre 2014, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 1.495.768 millions, contre -1.332.516 millions un an plus tôt, soit une détérioration de 12,3%, consécutive à un gonflement du stock de passifs plus important que l'augmentation du stock d'actifs financiers. En effet, les passifs ont enregistré une progression de 31,1%, passant de 6.301.301 millions à 8.264.133 millions entre 2013 et 2014. Cette hausse est en liaison avec l'accroissement des passifs des investissements directs (+3,5%) et des autres investissements (+49,8%). Sur la même période, le stock d'actifs financiers est ressorti à 6.768.365 millions, correspondant à un accroissement de 36,2%. Les avoirs de réserve se sont établis à 163.082 millions au 31 décembre 2014, après une réalisation de 297.669 millions à fin 2013, correspondant à une contraction de 45,2%. Rapportée au PIB, la PEG nette est ressortie à -24,1%, après une réalisation de -22,2% une année auparavant.

5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette

La PEG nette de la Banque Centrale est ressortie déficitaire de 100.328 millions au 31 décembre 2014, contre un excédent de 45.163 millions en fin 2013. Celle des autres institutions de dépôts est passée de 498.249 millions à fin 2013 à 509.205 millions à fin 2014. S'agissant de l'Administration publique, elle a affiché une PEG nette déficitaire de 1.233.818 millions, en détérioration de 4,3% sur un an.

5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette

La PEG nette du Burkina Faso vis-à-vis des autres pays de l'Union est ressortie créditrice à 178.663 millions à fin décembre 2014. Elle s'est située à -564.344 millions et -1.110.086 millions, respectivement vis-à-vis de la zone euro et des autres pays.

CONCLUSION

L'année 2014 a été marquée par une croissance mondiale stable à 3,4% comme en 2013, sous l'effet conjugué de l'accélération de la croissance dans les pays avancés et du tassement de la production dans les pays émergents et les pays en développement. Le cours moyen mondial de l'or, premier produit d'exportation du Burkina Faso, a enregistré un repli de 10,3%. Le PIB est ressorti en hausse de 4,0% en termes réels, en baisse de 2,6 points de pourcentage par rapport à 2013. C'est dans ce contexte que la balance des paiements a dégagé un solde déficitaire de 132.916 millions au titre de l'année 2014, contre un déficit de 147.018 millions relevé en 2013.

Le solde structurellement déficitaire de la balance courante s'est amélioré de 171.327 millions entre 2013 et 2014 pour se situer à -493.237 millions. En dépit de la progression de 8,3% des quantités produites, la valeur des exportations d'or a baissé de 3,0% en liaison avec le repli des cours mondiaux. Le déficit courant hors dons officiels est ressorti à 9,5%, après une réalisation de 13,1% en 2013 et pour une norme communautaire maximale de 5,0%. Le solde déficitaire des services s'est amélioré de 7,9% à la suite de la diminution des charges du fret. Le compte du revenu primaire s'est détérioré à la faveur de la hausse des paiements au titre des revenus des investissements. En revanche, celui du revenu secondaire s'est amélioré en raison de l'accroissement des transferts privés.

Le compte de capital est ressorti en excédent de 200.189 millions, en baisse de 16,0% par rapport à 2013. Cette dégradation est portée par la faible mobilisation des dons projets par l'Etat. En effet, le solde du transfert en capital de l'Administration publique a connu une évolution défavorable de 23,2% sur un an.

En 2014, le solde des opérations financières s'est traduit par des entrées nettes de capitaux de 163.492 millions, contre des entrées nettes de 282.935 millions un an auparavant. Les entrées de capitaux dans le cadre des investissements directs, à hauteur de 141.639 millions, expliquent pour l'essentiel cette évolution. Les investissements de portefeuille ont enregistré des sorties nettes tandis que les autres investissements se sont soldés par des entrées nettes de capitaux.

S'agissant de la Position Extérieure Globale, elle est passée de -1.332.516 millions à fin 2013 à -1.495.768 millions au 31 décembre 2014, soit une détérioration de 12,3%. Le stock d'avoirs de réserves, s'est établi à 163.082 millions au 31 décembre 2014, contre 297.669 millions un an plus tôt, correspondant à une contraction de 134.587 millions (-45,2%).

Afin de contenir le déficit des transactions courantes, les stratégies de politique économique ci-après devraient être encouragées. Il s'agit notamment :

- ✔ de la poursuite de la diversification de la base de produits exportables pour réduire la dépendance à l'égard des secteurs minier et cotonnier, et soutenir notamment l'élargissement de la gamme exportable de produits agricoles de base ;

- ✔ du renforcement des actions d'amélioration de l'environnement des affaires, notamment dans les secteurs agricole et industriel, afin d'amplifier les entrées de capitaux étrangers, les investissements directs étant essentiellement orientés actuellement vers les secteurs minier, financier et des télécommunications ;

- ✔ de la prise en compte explicite, dans la dynamique de développement des pôles de croissance, de l'impact des différents secteurs ciblés sur les soldes de la balance des paiements, en vue de renforcer davantage le contenu local des activités directes et indirectes qu'ils génèrent ;

- ✔ de la mise en œuvre de mesures incitatives en faveur de l'épargne publique et privée pour soutenir les capacités d'investissement et l'offre financière locales et réduire à terme le creusement des comptes de services et de revenus.

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe 1 : Méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA....29
Annexe 2 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)....33
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)....34
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/3....35
Annexe 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions 38
Annexe 6 : Compte de transactions courantes....39
Annexe 7 : Compte de biens et services....39
Annexe 8 : Compte de biens 39
Annexe 9 : Evolution des exportations de biens....40
Annexe 10 : Exportations par principaux produits....40
Annexe 11 : Ventilation géographique des exportations de marchandises....41
Annexe 12 : Evolution des importations de biens....42
Annexe 13 : Importations par principaux produits 42
Annexe 14 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2014....42
Annexe 15 : Ventilation géographique des importations de marchandises 43
Annexe 16 : Evolution de la balance des services....44
Annexe 17 : Evolution du compte du revenu primaire....44
Annexe 18 : Evolution du compte du revenu secondaire....44
Annexe 19 : Evolution du compte de capital....44
Annexe 20 : Evolution du compte financier....44
Annexe 21 : Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et la balance des paiements....45
Annexe 22 : Variation de la position extérieure globale nette....45
Annexe 23 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2014....46
Annexe 24 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2014....47

Annexe 1 : Méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA

La confection de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des Statuts de la BCEAO. A cet égard, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, qu'elle révise régulièrement pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

L'élaboration des comptes extérieurs s'appuyait sur un cadre de collecte de données mis en place depuis 1996, suivant la méthodologie du MBP5. Le dispositif de l'Union est basé sur des enquêtes annuelles, complétées par des sources hors enquêtes, dont les résultats sont compilés dans une application informatique dédiée au calcul de la balance des paiements.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008, par le FMI, les Autorités de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont exprimé leur volonté d'engager des actions en vue de l'adoption de cette méthodologie. A cet égard, une note d'orientation a été élaborée et soumise à leur attention en octobre 2010. Cette note décrit notamment les principaux changements à apporter au dispositif régional, assorti d'un chronogramme de travail étalé sur la période 2011 et 2012.

1. RAPPEL DES MOTIVATIONS DE LA REFONTE DU DISPOSITIF SOUS REGIONAL

La refonte du dispositif sous-régional de l'UEMOA est principalement motivée par l'entrée en vigueur de la méthodologie de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, dont l'introduction vise :

- à prendre en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux ;

- au renforcement de l'intégration avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur du MBP5 (SCN2008, MSFM2008, dette extérieure, IDE, dérivés financier, etc.).

Outre les changements induits par l'introduction de la sixième édition du Manuel du FMI, la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union vise également l'amélioration du cadre de collecte et d'analyse des données, en vue notamment de :

- adapter et renforcer le cadre d'analyse de la ventilation géographique et sectorielle des données ;

- améliorer le cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, en vue d'assurer une meilleure cohérence entre les flux de balance des paiements et les variations de la Position Extérieure Globale ;

- améliorer le champ de couverture des enquêtes pour les balances des paiements nationales et la balance des paiements régionale.

2. DEROULEMENT DES TRAVAUX ET PRINCIPAUX CHANGEMENTS OPERES

2.1 Déroulement des travaux

Les travaux se sont étalés sur la période 2011-2012 selon une approche participative, avec l'implication en amont des Directions Nationales et des Directions des Services Centraux de la Banque, ainsi que l'appui d'une équipe d'assistance technique du FMI. A cet effet, un Groupe de Travail comprenant toutes les structures internes de la Banque Centrale, impliquées dans les travaux de confection de la

balance des paiements a été créé. En outre, les Autorités de la Banque ont sollicité et obtenu du FMI, une mission d'assistance technique pour accompagner la BCEAO dans le passage à l'utilisation de la sixième édition du Manuel du FMI.

Tout au long du processus, les documents produits par le Service de la Balance des Paiements logé au sein de la Direction des Statistiques, qui a assuré le Secrétariat du Groupe Technique, ont été soumis aux différentes parties prenantes, pour prendre en compte leurs observations au fur et à mesure de leur production.

Pour la validation finale du nouveau dispositif, un séminaire regroupant la mission d'assistance technique du FMI et les agents de la BCEAO a été organisé du 16 avril au 3 mai 2012 au Siège de la BCEAO à Dakar.

2.2 Principaux changements opérés

Les principaux changements ci-après ont été opérés en prenant en compte les innovations apportées par le MBP6 et le souci d'amélioration de la qualité des données :

- la prise en compte des précisions et clarifications apportées par le MBP6 ;
- la prise en compte des nouvelles composantes types de la balance des paiements et de la position extérieure dans la définition des rubriques des questionnaires, ainsi que des sources et des méthodes d'estimation des données ;
- la révision du cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, par la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux » ;
- la présentation des rubriques du compte financier en termes de variations nettes d'actifs et de passifs, en lieu et place des flux bruts créditeurs et débiteurs ;
- la révision de la ventilation géographique des données, pour tenir compte du changement de la zone d'ancrage du FCFA depuis la substitution de l'euro au franc français ;
- l'adoption d'une ventilation sectorielle plus détaillée, en vue d'assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité ;
- l'élargissement du champ des entités enquêtées, pour intégrer certaines institutions régionales telles que la BIDC, le FAGACE, la Cour de Justice de la CEDEAO, etc. ;
- l'introduction de questionnaires dédiés à la collecte de données sur les transactions des institutions de l'UEMOA avec les non-résidents de l'Union, pour des fins de compilation de la balance des paiements régionale de l'UEMOA.

3. DESCRIPTION DU NOUVEAU DISPOSITIF

3.1. Nouveau champ des entités enquêtées

Au total, 90 supports de collecte ont été retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien dispositif, répartis compte suit :

- des questionnaires destinés aux enquêtes nationales de la balance des paiements, au nombre de 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations ;
- des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres, dont le nombre est passé de 11 précédemment à 23 dans le nouveau dispositif ;
- et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA pour leurs transactions avec les

non-résidents de l'Union, au nombre de neuf (9).

3.2. Caractéristiques générales des supports de collecte

Les supports de collecte présentent les caractéristiques ci-après :

- une page de garde, comportant notamment l'identifiant de l'agent économique enquêté, la raison sociale, l'activité principale, l'adresse et les dispositions du Règlement N°09/2010/RC/CM/UEMOA du 1er octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union, régissant la collecte et le traitement des données sur les échanges extérieurs ;

- des rubriques destinées au recueil des données du compte courant, du compte de capital et du compte financier :

  - une codification des rubriques des supports de collecte suivant la norme SDMX[8], conforme à celle retenu dans la présentation des composantes du MBP6 ;

  - une ventilation des données selon trois zones géographiques, à savoir, l'UEMOA, la Zone euro et les Autres pays. La Zone euro remplace la France, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA, depuis la création de l'euro en 1999 ;

  - les rubriques des comptes de transactions courantes et de capital sont présentées en termes de flux bruts créditeurs et débiteurs comme dans l'ancien dispositif ;

  - les rubriques d'actifs et passifs financiers continuent d'être collectées sous forme de stocks. La nouveauté concerne le recueil simultané des positions d'ouverture (stock de début de période) et de fermeture (stock de fin de période), accompagnées des « Autres flux » enregistrés au cours de la période.

Une notice technique à l'intention des déclarants, donnant des définitions détaillées sur les rubriques, ainsi qu'un tableau de passage des rubriques du SYSCOA à celles du MBP6, sont joints aux questionnaires pour faciliter le service des rubriques.

Pour toutes les entreprises financières et non financières, le questionnaire de la balance des paiements est accompagné d'un formulaire complémentaire, destiné au recueil des données sur investissements directs étrangers ventilés en « fonds propres » et « instruments de dette », par pays partenaire et par secteur bénéficiaire. Cet outil permet :

- d'assurer une analyse plus complète des IDE ;

- de procéder à la réconciliation des données sur les investissements directs étrangers intra-UEMOA ;

- de répondre à l'Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs Etrangers (ECID) du FMI, à laquelle les pays de l'UEMOA ont adhéré à compter de 2011.

3.3. Sources de données et méthodologies d'estimation des rubriques

Comme indiqué précédemment, en plus des renseignements recueillis à travers les enquêtes, des données hors enquêtes sont également collectées pour améliorer la couverture statistique.

Les sources de données et la liste des méthodologies d'estimation ont été actualisées, pour tenir compte des modifications et précisions apportées sur les concepts de base, ainsi que les introductions de nouvelles rubriques et les reclassifications de certaines transactions.

---

8 Statistical Data and Metadata Exchange - Normes ouvertes communes pour l'échange et le partage de données et de métadonnées

Un guide méthodologique, décrivant le nouveau dispositif d'élaboration de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA, selon la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, a été élaboré.

Ce document est publié sur le site internet de la BCEAO à l'adresse http://www.bceao.int/Guide-methodologique-pour-l.html. Il expose, en plus du nouveau champ de collecte de données et des questionnaires, une description des sources de données et des notes méthodologiques pour l'estimation des rubriques.

3.4. Application informatique

Une nouvelle application informatique « BPT » dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, par la Direction des Systèmes d'Information, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte.

Elle est accessible sur le réseau intranet de la BCEAO, avec un compte pour chaque pays membre et pour le Siège, qui élabore la balance régionale.

A côté de cet outil, des applicatifs ont été développés au niveau de la Direction de la Recherche et de la Statistique, pour le dépouillement des données recueillies à l'aide des formulaires complémentaires sur les IDE.

Annexe 2 : Balance des paiements en termes de transactions (Présentation résumée)

(En millions de FCFA)

	Postes	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs	Débit / Accroissements nets de passifs	Solde
1	**Compte des transactions courantes**	1 998 125	2 491 363	-493 237
1.A	**Biens et services**	1 586 066	2 137 874	-551 808
1.A.a	**Biens**	1 362 294	1 490 933	-128 639
1.A.a.1	Marchandises générales	558 577	1 490 933	-932 356
1.A.a.1.1	*Dont : Réexportations*	68 070	0	68 070
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	3 711	0	3 711
1.A.a.3	Or non monétaire	800 006	0	800 006
1.A.b	**Services**	223 772	646 941	-423 169
1.A.b.3	Transport	31 868	294 167	-262 299
1.A.b.3.0.2	*Dont : Fret*	6 427	252 810	-246 383
1.A.b.4	Voyage	66 656	65 329	1 327
1.A.b.0	Autres services	125 248	287 445	-162 197
1.B	**Revenu primaire**	78 371	255 889	-177 518
1.B.1	Revenus des salariés	15 981	22 983	-7 002
1.B.2	Revenus des investissements	60 616	229 392	-168 776
1.B.3	Autres revenus primaires	1 774	3 513	-1 739
1.C	**Revenu secondaire**	333 688	97 600	236 088
1.C.1	Administrations publiques	127 048	12 730	114 318
1.C.1.4	*Aides budgétaires*	98 936	0	98 936
1.C.2	Autres secteurs	206 640	84 870	121 770
1.C.2.1.1	*Dont : Envois de fonds des travailleurs*	179 699	56 292	123 407
2	**Compte de capital**	200 444	255	200 189
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	109	74	35
2.2	Transfert en capital	200 335	181	200 154
2.2.1	Administrations publiques	157 510	0	157 510
	Remises de dettes	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	42 825	181	42 644
3	**Compte financier**	1 796 892	2 093 300	-296 408
3.1	Investissements directs	34 339	175 977	-141 639
3.2	Investissements de portefeuille	77 808	41 839	35 969
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	1 822 276	1 875 484	-53 208
3.5	Avoirs de réserves	-137 530	0	-137 530
6	**Erreurs et omissions nettes**	-401 677	-398 317	-3 360

Source : BCEAO

Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique BCEAO)

(En millions de FCFA)

	Postes	Crédit	Débit	Solde
1	**Compte des transactions courantes**	1 998 125	2 491 363	-493 237
1.A	**Biens et services**	1 586 066	2 137 874	-551 808
1.A.a	**Biens**	1 362 294	1 490 933	-128 639
1.A.a.1	Marchandises générales	558 577	1 490 933	-932 356
1.A.a.1.1	*Dont : Réexportations*	68 070	0	68 070
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	3 711	0	3 711
1.A.a.3	Or non monétaire	800 006	0	800 006
1.A.b	**Services**	223 772	646 941	-423 169
1.A.b.3	Transport	31 868	294 167	-262 299
1.A.b.3.0.2	*Dont : Fret*	6 427	252 810	-246 383
1.A.b.4	Voyage	66 656	65 329	1 327
1.A.b.0	Autres services	125 248	287 445	-162 197
1.B	**Revenu primaire**	78 371	255 889	-177 518
1.B.1	Revenus des salariés	15 981	22 983	-7 002
1.B.2	Revenus des investissements	60 616	229 392	-168 776
1.B.3	Autres revenus primaires	1 774	3 513	-1 739
1.C	**Revenu secondaire**	333 688	97 600	236 088
1.C.1	Administrations publiques	127 048	12 730	114 318
1.C.1.4	*Aides budgétaires*	98 936	0	98 936
1.C.2	Autres secteurs	206 640	84 870	121 770
1.C.2.1.1	*Dont : Envois de fonds des travailleurs*	179 699	56 292	123 407
2	**Compte de capital**	200 444	255	200 189
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	109	74	35
2.2	Transfert en capital	200 335	181	200 154
2.2.1	Administrations publiques	157 510	0	157 510
	Remises de dettes	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	42 825	181	42 644
3	**Compte financier**	1 849 617	2 013 109	-163 492
3.1	Investissements directs	34 339	175 977	-141 639
3.2	Investissements de portefeuille	128 019	41 839	86 180
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	1 687 260	1 795 293	-108 033
3.4.0.3	Administration publique	729	51 414	-50 685
3.4.0.4	Autres secteurs	1 686 531	1 743 879	-57 348
6	**Erreurs et omissions nettes**	-401 677	-398 317	-3 360
7	**Solde global**	-52 725	80 191	-132 916
8	**Avoirs et engagements extérieurs**	52 725	-80 191	132 916
8.1	Banque centrale	137 530	-6 342	143 872
8.2	Autres institutions de dépôts	-84 805	-73 849	-10 956

Source : BCEAO

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/3

(En millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	**Compte des transactions courantes**	**1 998 125**	**2 491 363**	**-493 237**
1.A	. - - Biens et services	1 586 066	2 137 874	-551 808
1.A.a	. - - - - Biens	1 362 294	1 490 933	-128 639
1.A.a.1	. - - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	558 577	1 490 933	-932 356
1.A.a.1.1	. - - - - - - - - Dont : Réexportations	68 070	0	68 070
1.A.a.2	. - - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	3 711	0	3 711
1.A.a.2.1	. - - - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-397	0	-397
1.A.a.2.2	. - - - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	4 108	0	4 108
1.A.a.3	. - - - - - - Or non monétaire	800 006	0	800 006
1.A.b	. - - - - Services	223 772	646 941	-423 169
1.A.b.1	. - - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	201	2 576	-2 375
1.A.b.2	. - - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	652	17 127	-16 475
1.A.b.3	. - - - - - - Transport	31 868	294 167	-262 299
1.A.b.3.0.2	. - - - - - - - - - - Fret	6 427	252 810	-246 383
1.A.b.4	. - - - - - - Voyages	66 656	65 329	1 327
1.A.b.5	. - - - - - - Travaux de construction	42 672	37 106	5 566
1.A.b.6	. - - - - - - Services d'assurance et de retraite	2 715	67 324	-64 609
1.A.b.7	. - - - - - - Services financiers	37 115	51 102	-13 987
1.A.b.8	. - - - - - - Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	415	124	291
1.A.b.9	. - - - - - - Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	24 493	44 111	-19 618
1.A.b.10	. - - - - - - - Autres services aux entreprises	4 154	61 710	-57 556
1.A.b.11	. - - - - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0	211	-211
1.A.b.12	. - - - - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	12 830	6 053	6 777
1.B	. - - Revenu primaire	78 371	255 889	-177 518
1.B.1	. - - - - Rémunération des salariés	15 981	22 983	-7 002
1.B.2	. - - - - Revenus des investissements	60 616	229 392	-168 776
1.B.2.1	. - - - - - - Investissements directs	10 601	190 083	-179 482
1.B.2.1.1	. - - - - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	9 559	168 938	-159 379
1.B.2.1.2	. - - - - - - - - Intérêts	1 042	21 145	-20 103
1.B.2.2	. - - - - - - Investissements de portefeuille	28 147	7 103	21 044
1.B.2.2.1	. - - - - - - - - Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de p	1 056	5 441	-4 385
1.B.2.2.2	. - - - - - - - - Intérêts	27 091	1 662	25 429
1.B.2.3	. - - - - - - Autres investissements	21 868	32 206	-10 338
1.B.2.3.1	. - - - - - - - - Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0	0	0
1.B.2.3.2	. - - - - - - - - Intérêts	21 868	32 206	-10 338
1.B.2.4	. - - - - - - Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	. - - - - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0	0	0
1.B.2.4.2	. - - - - - - - - Intérêts	0	0	0
1.B.3	. - - - - Autre revenu primaire	1 774	3 513	-1 739
1.C	. - - Revenu secondaire	333 688	97 600	236 088
1.C.1	. - - - - Administrations publiques	127 048	12 730	114 318
1.C.1.1	. - - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	19 924	0	19 924
1.C.1.2	. - - - - - - Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.3	. - - - - - - Prestations Sociales (Débit)	0	200	-200
1.C.1.4	. - - - - - - Coopération internationale courante	106 590	12 530	94 060
1.C.1.5	. - - - - - - Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	534	0	534
1.C.1.5.1	. - - - - - - - - Transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.2	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	206 640	84 870	121 770
1.C.2.1	. - - - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	179 699	56 292	123 407
1.C.2.1.1	. - - - - - - - - Envois de fonds des travailleurs	179 699	56 292	123 407
1.C.2.2	. - - - - - - Autres transferts courants	26 941	28 578	-1 637
1.C.2.0.1	. - - - - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	273	0	273
1.C.2.0.2	. - - - - - - - - Cotisations sociales	113	937	-824
1.C.2.0.3	. - - - - - - - - Prestations sociales	3 276	146	3 130
1.C.2.0.4	. - - - - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	59	5 883	-5 824
1.C.2.0.5	. - - - - - - - - Indemnités d'assurance dommage	1 224	0	1 224
1.C.2.0.6	. - - - - - - - - Coopération internationale courante	15 304	42	15 262
1.C.2.0.7	. - - - - - - - - Transferts courants divers	6 692	21 571	-14 879
1.C.2.0.7.1	. - - - - - - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM	0	0	0
1.C.3	. - - - - Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
2	**. Compte de capital**	**200 444**	**255**	**200 189**
2.1	. - - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	109	74	35
2.2	. - - Transferts de capital	200 335	181	200 154
2.2.1	. - - - - Administration publique	157 510	0	157 510
2.2.1.1	. - - - - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.1.2	. - - - - - - Autres transferts de capital	157 510	0	157 510
2.2.2	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	42 825	181	42 644
2.2.2.1	. - - - - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	. - - - - - - Autres transferts de capital	42 825	181	42 644
4	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	2 198 569	2 491 618	-293 048

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 2/3

3	. Compte financier	1 796 892	2 093 300	-296 408
5	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	1 796 892	2 093 300	-296 408
3.1	. - - Investissement direct	34 339	175 977	-141 639
3.1.1	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	25 169	118 706	-93 538
3.1.1.1	. - - - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	17 134	42 002	-24 869
3.1.1.1.1	. - - - - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	8 264	17 345	-9 081
3.1.1.1.2	. - - - - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investisseme	2 683	4 351	-1 668
3.1.1.1.3	. - - - - - - - - Entre entreprises soeurs	6 187	20 306	-14 120
3.1.1.2	. - - - - - - Réinvestissement des bénéfices	8 035	76 704	-68 669
3.1.2	. - - - - Instruments de dette	9 170	57 271	-48 101
3.1.2.1	. - - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	2 583	58 347	-55 764
3.1.2.2	. - - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investisseme	-1 684	2 542	-4 226
3.1.2.3	. - - - - - - Entre entreprises soeurs	8 271	-3 618	11 889
3.2	. - - Investissements de portefeuille	77 808	41 839	35 969
3.2.1	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	183	32 424	-32 241
3.2.1.1	. - - - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	. - - - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	. - - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.2.1.4	. - - - - - - Autres secteurs	183	32 424	-32 241
3.2.1.4.1	. - - - - - - - - Autres sociétés financières	28	0	28
3.2.1.4.2	. - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	155	32 424	-32 269
3.2.2	. - - - - Titres de créance	77 625	9 415	68 210
3.2.2.1	. - - - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	. - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	. - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	. - - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.2.1.1.9.1	. - - - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.1.1.9.2	. - - - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.2	. - - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-50 211	0	-50 211
3.2.2.2.1	. - - - - - - - - À court terme	-50 211	0	-50 211
3.2.2.2.2	. - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.3	. - - - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.2.3.1	. - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.3.2	. - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.4	. - - - - - - Autres secteurs	127 836	9 415	118 421
3.2.2.4.0.1	. - - - - - - - - - - À court terme	-22 725	155 923	-178 648
3.2.2.4.0.2	. - - - - - - - - - - À long terme	150 561	-146 508	297 069
3.2.2.4.1	. - - - - - - - - Autres sociétés financières	3 253	0	3 253
3.2.2.4.1.1	. - - - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.4.1.2	. - - - - - - - - - - À long terme	3 253	0	3 253
3.2.2.4.2	. - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	124 583	9 415	115 168
3.2.2.4.2.1	. - - - - - - - - - - À court terme	-22 725	155 923	-178 648
3.2.2.4.2.2	. - - - - - - - - - - À long terme	147 308	-146 508	293 816
3.3	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
3.3.1	. - - - - Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	. - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	. - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	. - - - - Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	. - - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	. - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.3.0.1	. - - - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	. - - - - - - - - Options	0	0	0
3.3.0.1.2	. - - - - - - - - Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	. - - - - - - Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	. - - Autres investissements	1 822 276	1 875 484	-53 208
3.4.1	. - - - - Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	102 296	117 404	-15 108
3.4.2.1	. - - - - - - Banque centrale	0	-1 836	1 836
3.4.2.1.1	. - - - - - - - - À court terme	0	-1 836	1 836
3.4.2.1.2	. - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	. - - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.2.1.9.1	. - - - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.1.9.2	. - - - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.2	. - - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	78 882	119 240	-40 358
3.4.2.2.0.1	. - - - - - - - - - - Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	. - - - - - - - - À court terme	78 882	119 240	-40 358
3.4.2.2.2	. - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.3	. - - - - - - Administrations publiques	729	0	729
3.4.2.3.1	. - - - - - - - - À court terme	729	0	729
3.4.2.3.2	. - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4	. - - - - - - Autres secteurs	22 685	0	22 685
3.4.2.4.0.1	. - - - - - - - - - - À court terme	20 015	0	20 015
3.4.2.4.0.2	. - - - - - - - - - - À long terme	2 670	0	2 670
3.4.2.4.1	. - - - - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.2.4.1.1	. - - - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.4.1.2	. - - - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4.2	. - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	22 685	0	22 685
3.4.2.4.2.1	. - - - - - - - - - - À court terme	20 015	0	20 015
3.4.2.4.2.2	. - - - - - - - - - - À long terme	2 670	0	2 670

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 3/3

3.4.3	. - - - - Prêts	57 544	82 743	-25 199
3.4.3.1	. - - - - - - Banque centrale	0	-1 504	1 504
3.4.3.1.1	. - - - - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	-1 504	1 504
3.4.3.1.2	. - - - - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	. - - - - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	. - - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	. - - - - - - - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.1.9.2	. - - - - - - - - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.9.3	. - - - - - - - - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.2	. - - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	55 702	38 961	16 741
3.4.3.2.1	. - - - - - - - - À court terme	23 332	125	23 207
3.4.3.2.2	. - - - - - - - - À long terme	32 370	38 836	-6 466
3.4.3.3	. - - - - - - Administrations publiques	0	51 414	-51 414
3.4.3.3.1	. - - - - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0
3.4.3.3.2	. - - - - - - - - Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	. - - - - - - - - Autres à long terme	0	51 414	-51 414
3.4.3.4	. - - - - - - Autres secteurs	1 842	-6 129	7 971
3.4.3.4.0.1	. - - - - - - - - - - - À court terme	1 554	-162 627	164 181
3.4.3.4.0.2	. - - - - - - - - - - - À long terme	288	156 499	-156 211
3.4.3.4.1	. - - - - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.3.4.1.1	. - - - - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.3.4.1.2	. - - - - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.3.4.2	. - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 842	-6 129	7 971
3.4.3.4.2.1	. - - - - - - - - - - - À court terme	1 554	-162 627	164 181
3.4.3.4.2.2	. - - - - - - - - - - - À long terme	288	156 499	-156 211
3.4.4	. - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	864	59	805
3.4.4.1	. - - - - - - Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	. - - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.4.2	. - - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.4.3	. - - - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	. - - - - - - Autres secteurs	864	59	805
3.4.4.4.1	. - - - - - - - - Autres sociétés financières	864	59	805
3.4.4.4.2	. - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0	0	0
3.4.5	. - - - - Crédits commerciaux et avances	620 531	558 942	61 589
3.4.5.1	. - - - - - - Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	. - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	. - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	. - - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.5.1.9.1	. - - - - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.1.9.2	. - - - - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.2	. - - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.4.5.2.1	. - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	. - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.3	. - - - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	. - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	. - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.4	. - - - - - - Autres secteurs	620 531	558 942	61 589
3.4.5.4.0.1	. - - - - - - - - - - - À court terme	564 629	514 486	50 143
3.4.5.4.0.2	. - - - - - - - - - - - À long terme	55 902	44 456	11 446
3.4.5.4.1	. - - - - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.5.4.1.1	. - - - - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.4.1.2	. - - - - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.4.2	. - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	620 531	558 942	61 589
3.4.5.4.2.1	. - - - - - - - - - - - À court terme	564 629	514 486	50 143
3.4.5.4.2.2	. - - - - - - - - - - - À long terme	55 902	44 456	11 446
3.4.6	. - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	1 041 041	1 116 337	-75 296
3.4.6.1	. - - - - - - Banque centrale	0	9 682	-9 682
3.4.6.1.1	. - - - - - - - - À court terme	0	9 682	-9 682
3.4.6.1.2	. - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	. - - - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.6.1.9.1	. - - - - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.1.9.2	. - - - - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.2	. - - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	432	-84 352	84 784
3.4.6.2.1	. - - - - - - - - À court terme	432	-84 352	84 784
3.4.6.2.2	. - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.3	. - - - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	. - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	. - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.4	. - - - - - - Autres secteurs	1 040 609	1 191 007	-150 398
3.4.6.4.0.1	. - - - - - - - - - - - À court terme	794 464	1 073 207	-278 743
3.4.6.4.0.2	. - - - - - - - - - - - À long terme	246 145	117 800	128 345
3.4.6.4.1	. - - - - - - - - Autres sociétés financières	0	74	-74
3.4.6.4.1.1	. - - - - - - - - - - - À court terme	0	74	-74
3.4.6.4.1.2	. - - - - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.4.2	. - - - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 040 609	1 190 933	-150 324
3.4.6.4.2.1	. - - - - - - - - - - - À court terme	794 464	1 073 133	-278 669
3.4.6.4.2.2	. - - - - - - - - - - - À long terme	246 145	117 800	128 345
3.4.7	. - - - - Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.5	. - - Avoirs de réserve	-137 530	0	-137 530
3.5.1	. - - - - Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	. - - - - - - Or métal	0	0	0
3.5.1.2	. - - - - - - Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	. - - - - Droits de tirage spéciaux	-4	0	-4
3.5.3	. - - - - Position de réserve au FMI	3 725	0	3 725
3.5.4	. - - - - Autres avoirs de réserve	-141 251	0	-141 251
3.5.4.1	. - - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-141 251	0	-141 251
3.5.4.1.1	. - - - - - - - - Créances sur les autorités monétaires	19	0	19
3.5.4.1.2	. - - - - - - - - Créances sur d'autres entités	-141 270	0	-141 270
3.5.4.2	. - - - - - - Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	. - - - - - - - - Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	. - - - - - - - - - - - À court terme	0	0	0
3.5.4.2.1.2	. - - - - - - - - - - - À long terme	0	0	0
3.5.4.2.2	. - - - - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0	0	0
3.5.4.3	. - - - - - - Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	. - - - - - - Autres créances	0	0	0
6	**. Erreurs et omissions nettes**	**-401 677**	**-398 317**	**-3 360**

Annexe 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions

(En millions de FCFA)

	Postes	2010	2011	2012	2013	2014
1	**Compte des transactions courantes**	-89 867	-75 585	-82 860	-664 564	-493 237
1.A	**Biens et services**	-330 659	-328 903	-299 082	-788 236	-551 808
1.A.a	**Biens**	-65 584	14 173	108 482	-328 836	-128 639
1.A.a.1	Marchandises générales	-580 587	-840 431	-1 056 536	-1 156 630	-932 356
1.A.a.1.1	*Dont : Réexportations*	0	12 469	35 988	57 039	68 070
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	3 047	2 437	2 863	3 318	3 711
1.A.a.3	Or non monétaire	511 956	852 167	1 162 155	824 476	800 006
1.A.b	**Services**	-265 075	-343 076	-407 564	-459 401	-423 169
1.A.b.3	Transport	-156 079	-202 175	-240 500	-299 701	-262 299
1.A.b.3.0.2	*Dont : Fret*	-147 985	-193 136	-226 795	-287 142	-246 383
1.A.b.4	Voyage	1 685	1 648	3 732	4 326	1 327
1.A.b.0	Autres services	-110 681	-142 549	-170 796	-164 026	-162 197
1.B	**Revenu primaire**	-3 206	-3 718	-39 056	-93 250	-177 518
1.B.1	Revenus des salariés	-1 375	-1 499	-15 365	-13 639	-7 002
1.B.2	Revenus des investissements	-1 831	-2 219	-23 691	-77 756	-168 776
1.B.3	Autres revenus primaires	0	0		-1 855	-1 739
1.C	**Revenu secondaire**	243 998	257 036	255 278	216 922	236 088
1.C.1	Administrations publiques	179 745	191 183	179 531	128 174	114 318
1.C.1.4	*Aides budgétaires reçues*	147 812	180 570	165 892	119 100	98 936
1.C.2	Autres secteurs	64 253	65 853	75 747	88 749	121 770
1.C.2.1.1	*Dont : Envois de fonds des travailleurs reçus*	52 369	96 420	99 294	144 282	123 407
2	**Compte de capital**	98 895	91 070	137 779	238 412	200 189
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs	22	59	75	-216	35
2.2	Transfert en capital	98 873	91 011	137 704	238 628	200 154
2.2.1	Administrations publiques	51 174	73 100	111 609	205 200	157 510
	Remises de dettes	0	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	47 699	17 911	26 095	33 428	42 644
3	**Compte financier**	-75 453	-32 911	61 698	-282 935	-163 492
3.1	Investissements directs	-18 895	-19 544	-130 869	-213 412	-141 639
3.2	Investissements de portefeuille	-15 845	-9 670	-16 651	-6 917	86 180
3.3	Dérivés financiers	0	0	0	0	0
3.4	Autres investissements	-40 713	-3 697	209 218	-62 605	-108 033
3.4.0.3	Administration publique	-150 946	-111 124	-85 116	-35 516	-50 685
3.4.0.4	Autres secteurs	110 233	107 427	294 334	-27 090	-57 348
6	**Erreurs et omissions nettes**	1 512	-4 274	3 408	-3 800	-3 360
7	**Solde global**	85 993	44 122	-3 371	-147 018	-132 916
8	**Avoirs et engagements extérieurs**	-85 993	-44 122	3 371	147 018	132 916
8.1	Banque centrale	80 244	22 760	41 442	193 296	143 872
8.2	Autres institutions de dépôts	-166 237	-66 882	-38 071	-46 278	-10 956

Source : BCEAO

Annexe 6 : Compte de transactions courantes

(En millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Biens et services	-330 853	-328 903	-299 082	-788 236	-551 808
Biens	-65 778	14 173	108 482	-328 836	-128 639
Services	-265 075	-343 076	-407 564	-459 401	-423 169
Revenus primaires	-3 206	-3 718	-39 056	-93 250	-177 518
Revenus secondaires	243 998	257 036	255 278	216 922	236 088
Solde du compte courant	-90 061	-75 585	-82 860	-664 564	-493 237
Solde du compte courant (hors dons) (%)	-6,5	-7,0	-6,3	-15,5	-12,4
Solde du compte courant (hors dons officiels) (%)	-5,3	-5,1	-4,5	-13,1	-9,5
PIB Nominal	4 453 867	5 060 321	5 700 577	5 990 729	6 200 875
Solde courant (en % du PIB)	-2,0	-1,5	-1,5	-11,1	-7,9

Source : BCEAO

Annexe 7 : Compte de biens et services

(En millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Exportations de biens et services	935 625	1 328 100	1 679 153	1 530 648	1 586 066
Importations de biens et services	1 266 284	1 657 003	1 978 235	2 318 884	2 137 874
Balance commerciale de biens et services	-330 659	-328 903	-299 082	-788 236	-551 808
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	73,9	80,2	84,9	66,0	74,2
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	24,7	29,5	33,4	32,6	30,0

Source : BCEAO

Annexe 8 : Compte de biens

(En millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2012	2014
Exportations de biens	787 974	1 131 982	1 464 326	1 315 325	1 362 294
Importations de biens	853 558	1 117 809	1 355 844	1 644 161	1 490 933
Balance commerciale de biens	-65 584	14 173	108 482	-328 836	-128 639
Taux de couverture des importations par les exportations (en pourcentage)	92,3	101,3	108,0	80,0	91,4
Degré d'ouverture commerciale (en pourcentage)	18,4	22,2	24,7	24,7	23,0

Source : BCEAO

Annexe 9 : Evolution des exportations de biens

(En millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	272 971	277 378	299 308	487 531	558 577
Dont réexportations		12 469	35 988	57 039	68 070
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	2 852	2 437	2 863	3 318	3 711
Or non monétaire	511 956	852 167	1 162 155	824 476	800 006
Total exportations de biens	787 779	1 131 982	1 464 326	1 315 325	1 362 294

Source : BCEAO

Annexe 10 : Exportations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Or non monétaire	511 957	852 167	1 162 155	824 476	800 006
Coton en masse	113 454	130 092	167 154	215 286	236 975
Graines de sésame	27 728	26 799	14 897	79 629	66 365
Fruits et légumes	11 128	35 584	24 364	28 000	43 067
Amande de karité	3 820	10 450	16 730	25 736	21 320
Total exportations de biens	787 779	1 131 982	1 464 326	1 315 325	1 362 294

Source : BCEAO

Annexe 11 : Ventilation géographique des exportations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2010	2011	2012	2013	2014
EUROPE	467 266	858 531	804 543	746 169	827 615
UNION EUROPEENNE	*63 638*	*89 540*	*76 596*	*71 250*	*100 928*
ZONE EURO					
France	18 179	30 457	33 506	31 326	46 797
Allemagne	1 933	1 944	1 910	3 731	3 114
Italie	1 340	2 214	790	1 280	1 541
Royaume-Uni	19 824	10 181	17 653	4 294	23 982
AUTRES PAYS D'EUROPE					
Suisse	*403 948*	*762 124*	*716 784*	*683 170*	*701 134*
AFRIQUE	159 016	204 494	211 115	221 154	242 594
UEMOA	**55 430**	**65 098**	**63 914**	**97 042**	**89 003**
Bénin	4 425	5 372	3 599	2 993	14 924
Côte d'Ivoire	12 190	16 752	19 149	21 582	16 231
Guinée-Bissau	6	185	0	24	0
Mali	20 031	24 342	27 143	47 896	35 019
Niger	13 777	11 882	7 327	13 605	17 326
Sénégal	1 614	2 840	3 510	4 207	495
Togo	3 387	3 726	3 186	6 733	5 008
CEDEAO (hors UEMOA)	21 108	25 738	25 015	38 976	47 138
Nigeria	676	403	613	612	1 636
Ghana	17 781	23 483	20 659	25 080	29 638
Guinée Conakry	2 005	1 406	555	749	1 494
AMERIQUE	5 826	7 052	18 999	5 202	4 372
USA	1 955	4 141	15 586	2 151	3 163
Canada	3 754	2 804	3 395	2 930	739
ASIE	41 397	58 218	112 686	246 930	221 011
Singapour	31 011	43 977	54 849	75 725	87 167
Chine	1 759	2 172	34 413	67 440	15 004
Japon	463	1 140	964	27 780	14 336
Inde	691	4 410	3 778	3 196	15 719
Autres pays	114 275	3 687	316 985	95 870	66 702
TOTAL	787 779	1 131 982	1 464 326	1 315 325	1 362 294

Sources : BCEAO, INSD

Annexe 12 : Evolution des importations de biens

(En millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales	853 558	1 117 809	1 355 844	1 644 161	1 490 933
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Total importations de biens	853 558	1 117 809	1 355 844	1 644 161	1 490 933
Importations de biens / PIB	19,2	22,0	22,9	26,0	24,0

Source : BCEAO

Annexe 13 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Biens d'équipement	274 920	316 812	490 925	570 467	359 394
Produits énergétiques	223 062	321 022	472 390	554 585	521 310
Matières premières	161 657	183 146	263 108	295 918	278 363
Produits alimentaires	118 004	145 706	184 457	213 232	195 928
Produits chimiques	89 979	123 617	141 561	209 974	176 218
Total importations de biens CAF	1 120 850	1 296 487	1 823 994	2 156 397	1 770 381
Total importations de biens FOB (après ajustement)	854 232	1 117 809	1 355 844	1 644 161	1 490 933

Source : BCEAO

Annexe 14 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2014

(En millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	4 090,9	11 364,3	103,5	65 919,0	59 237,3	343,1	81 356,4	**222 414,6**
	Burkina	14 924,4	0,0	16 231,0	0,0	35 019,0	17 325,7	494,9	5 008,2	**89 003,2**
	Côte d'Ivoire	33 689,9	359 849,6	0,0	443,0	194 183,3	36 584,0	73 614,5	113 222,9	**811 587,2**
	Guinée-Bissau	219,1	4,0	0,0	0,0	8 896,2	0,0	3 740,2	0,0	**12 859,6**
	Mali	8 023,8	70 385,8	40 909,0	224,5	0,0	2 109,0	46 097,4	7 792,4	**175 541,9**
	Niger	9 188,6	99 048,3	4 439,8	0,0	28 451,4	0,0	131,8	3 398,4	**144 658,3**
	Sénégal	19 010,4	33 618,0	52 055,8	52 861,0	245 520,2	6 479,2	0,0	14 902,0	**424 446,5**
	Togo	117 958,6	104 740,6	33 340,2	26,4	16 629,0	59 322,8	18 068,3	0,0	**350 086,0**
	UEMOA	**203 014,8**	**671 737,3**	**158 340,1**	**53 658,4**	**594 618,1**	**181 058,0**	**142 490,3**	**225 680,3**	**2 230 597,4**

Source : BCEAO

Annexe 15 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES (**)	2010	2011	2012	2013	2014
EUROPE	372 147	464 415	644 486	768 872	589 347
UNION EUROPEENNE	*292 053*	*421 341*	*572 815*	*728 672*	*578 812*
France	103 132	146 521	152 841	184 717	184 603
Allemagne	38 770	53 800	61 498	77 256	49 477
Italie	10 698	16 120	26 639	29 689	23 083
Pays-Bas	41 563	56 004	54 744	184 553	131 181
Belgique	21 812	23 088	33 712	61 931	36 182
Royaume-Uni	34 462	55 292	144 891	76 426	59 681
AUTRES PAYS D'EUROPE	*48 533*	*53 796*	*53 797*	*53 797*	*55 861*
Suisse	*3 435*	*2 280*	*10 905*	*4 384*	*9 244*
AFRIQUE	463 798	392 961	509 385	731 242	786 187
UEMOA	**359 149**	**245 086**	**342 180**	**559 773**	**671 737**
Bénin	4 675	17 075	5 006	4 315	4 091
Côte d'Ivoire	247 636	135 298	151 476	329 435	359 850
Guinée-Bissau	0	0	0	0	4
Mali	20 676	24 244	52 952	42 299	70 386
Niger	5 002	2 430	7 896	55 695	99 048
Sénégal	25 877	20 819	37 752	33 378	33 618
Togo	55 285	45 220	87 098	94 651	104 741
CEDEAO (hors UEMOA)	43 140	87 207	87 993	91 795	89 652
Nigeria	15 355	55 029	37 710	12 644	12 440
Ghana	26 990	31 918	49 874	64 162	62 949
Guinée Conakry	571	140	272	213	176
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	*61 510*	*60 669*	*64 779*	*64 779*	*82 534*
AMERIQUE	98 609	108 170	226 462	214 714	114 758
USA	43 526	63 363	127 072	133 734	74 054
Canada	22 822	16 294	22 849	51 915	14 359
ASIE	179 617	301 877	398 468	437 168	271 593
Chine	101 568	117 427	161 604	209 570	209 008
Japon	30 525	41 578	52 194	60 448	40 568
Inde	27 245	44 366	62 841	100 794	69 932
Pakistan	7 159	8 435	996	4 674	6 850
Emirats arabes unis	3 071	2 349	5 269	8 831	7 954
Thaillande	9 348	19 773	20 551	19 764	31 108
Autres pays	6 679	29 065	45 191	4 400	8 496
TOTAL	1 120 850	1 296 487	1 823 994	2 156 397	1 770 381

Sources : BCEAO, INSD

Annexe 16 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Transport	-156 079	-202 175	-240 500	-299 701	-262 299
Dont fret	-147 985	-193 136	-226 795	-287 142	-246 383
Voyage	1 685	1 648	3 732	4 326	1 327
Autres services	-110 681	-142 549	-170 796	-164 026	-162 197
Total services nets	-265 075	-343 076	-407 564	-459 401	-423 169

Source : BCEAO

Annexe 17 : Evolution du compte du revenu primaire

(En millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Rémunérations des salariés	-1 375	-1 499	-15 365	-13 639	-7 002
Revenus des investissements	-1 831	-2 219	-23 691	-77 756	-168 776
Dont intérêts sur la dette publique	-10 203	-12 388	-12 992	-12 820	14 699
Autres revenus primaires	0	0	0	-1 855	-1 739
Revenu primaire net	-3 206	-3 718	-39 056	-93 250	-177 518

Source : BCEAO

Annexe 18 : Evolution du compte du revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Administration publique	179 745	191 183	179 531	128 174	114 318
Dont aide budgétaire reçue	147 812	180 570	165 892	119 100	98 936
Autres secteurs	64 253	65 853	75 747	88 749	121 770
Dont envois de fonds des travailleurs reçus	52 369	96 420	99 294	144 282	179 699
Revenu secondaire net	243 998	257 036	255 278	216 922	236 088

Source : BCEAO

Annexe 19 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers	22	59	75	-216	35
Transferts de capital	98 873	91 011	137 704	238 628	200 154
Administration publique	51 174	73 100	111 609	205 200	157 510
Dont remises de dettes	51 128	73 100	111 609	205 200	0
Autres secteurs	47 699	17 911	26 095	33 428	42 644
Solde du compte de capital	98 895	91 070	137 779	238 412	200 189

Source : BCEAO

Annexe 20 : Evolution du compte financier[9]

(En millions de FCFA)

Postes	2010	2011	2012	2013	2014
Investissements directs	-18 895	-19 544	-130 869	-213 412	-141 639
Investissements de portefeuille	-15 845	-9 670	-16 651	-6 917	86 180
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	-40 713	-3 697	209 218	-62 605	-108 033
Solde du compte financier	-75 453	-32 911	61 698	-282 935	-163 933

Source : BCEAO

9 Les données analysées dans ce tableau proviennent de la balance des paiements, optique BCEAO.

Annexe 21 : Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et la balance des paiements

(En millions de FCFA)

Postes	2013	2014
AVOIRS		
Statistiques monétaires (données FISEC)	1 041 375	995 269
Effets en recouvrement et à l'encaissement	-7 083	-13 702
Total avoirs en balance des paiements	**1 034 292**	**981 567**
ENGAGEMENTS		
Statistiques monétaires (données FISEC)	506 478	581 869
Comptes exigibles après encaissement	-15 593	-15 034
Autres flux	4 559	8 800
Total engagements en balance des paiements	**495 444**	**575 634**
AVOIRS EXTERIEURS NETS	**538 849**	**405 933**
VARIATION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS	**-147 018**	**-132 916**

Source : BCEAO

Annexe 22 : Variation de la position extérieure globale nette

(En millions de FCFA)

	Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période	Flux nets
A	**Stock d'actifs financiers**	4 968 784	2 943	6 768 365	1 796 637
1	Investissements directs	617 347	0	651 431	34 084
2	Investissements de portefeuille	1 627 268	0	1 705 076	77 808
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	2 426 500	0	4 248 776	1 822 276
4.1	Autres titres de participation	0	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	114 507	0	216 803	102 296
4.3	Prêts	112 334	0	169 878	57 544
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	4 730	0	5 594	864
4.5	Crédits commerciaux	1 074 959	0	1 695 490	620 531
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	1 119 970	0	2 161 011	1 041 041
5	Avoirs de réserves	297 669	2 943	163 082	-137 530
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	35 280	2 399	37 675	-4
5.3	Position de réserve au FMI	4 279	544	8 548	3 725
5.4	Autres avoirs de réserve	258 110	0	116 859	-141 251
B	**Stocks de passifs financiers**	6 301 301	9 736	8 264 133	1 953 096
1	Investissements directs	1 031 552	0	1 067 325	35 773
2	Investissements de portefeuille	1 483 057	0	1 524 896	41 839
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	3 786 692	9 736	5 671 913	1 875 484
4.1	Autres titres de participation	0	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	55 659	0	173 063	117 404
4.3	Prêts	2 075 170	6 865	2 164 777	82 743
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	2 523	0	2 582	59
4.5	Crédits commerciaux	706 841	0	1 265 783	558 942
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	904 295	0	2 020 632	1 116 337
4.7	Droits de tirage spéciaux	42 204	2 871	45 075	0
C	**Position extérieure globale nette (A) - (B)**	-1 332 516	-6 793	-1 495 768	-156 459

Source : BCEAO

Annexe 23 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin 2014

(En millions de FCFA)

	Postes	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	163 083	821 429	8 965	5 774 889	0	5 774 889	6 768 365
1	Investissements directs				651 431		651 431	651 431
2	Investissements de portefeuille				1 705 076	0	1 705 076	1 705 076
3	Dérivés financiers				0	0	0	0
4	Autres investissements		821 429	8 965	3 418 382		3 418 382	4 248 776
5	Avoirs de réserves	163 082						163 082
5.1	Or monétaire							0
5.2	Droits de tirage spéciaux	37 675						37 675
5.3	Position de réserve au FMI	8 548						8 548
5.4	Autres avoirs de réserve	116 859						116 859
	Stocks de passifs financiers	263 410	312 224	1 242 783	6 445 715	0	6 445 715	8 264 133
1	Investissements directs				1 067 325		1 067 325	1 067 325
2	Investissements de portefeuille			0	1 524 896	0	1 524 896	1 524 896
3	Dérivés financiers		0		0	0	0	0
4	Autres investissements	263 410	312 224	1 242 783	3 853 495	0	3 853 495	5 671 913
	Position extérieure globale nette	-100 328	509 205	-1 233 818	-670 827	0	-670 827	-1 495 768

n.a. (non applicable) : aucune donnée dans cette cellule.

Source : BCEAO

Annexe 24 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin 2014

(En millions de FCFA)

	Postes	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	2 395 312	1 851 503	2 521 551	6 768 366
1	Investissements directs	318 380	212 931	120 120	651 431
2	Investissements de portefeuille	1 124 219	337 631	243 226	1 705 076
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	1 399 324	1 300 941	1 548 511	4 248 776
5	Avoirs de réserves	-446 611	0	609 694	163 083
5.1	Or monétaire	0		0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0		37 675	37 675
5.3	Position de réserve au FMI	0		8 548	8 548
5.4	Autres avoirs de réserve	-446 611		563 470	116 859
	Stocks de passifs financiers	2 216 649	2 415 847	3 631 637	8 264 133
1	Investissements directs	218 535	287 413	561 376	1 067 325
2	Investissements de portefeuille	777 878	298 216	448 801	1 524 896
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	1 220 235	1 830 218	2 621 460	5 671 913
	Position extérieure globale nette	178 663	-564 344	-1 110 086	-1 495 767

Source : BCEAO

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int